

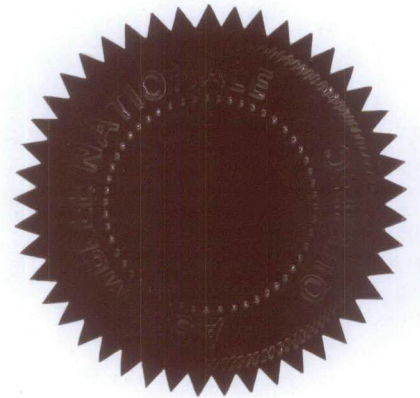


TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE - DEUXIÈME SESSION

Commission de l'administration publique

PROCÈS-VERBAUX

Séances des 15 juin et 26 septembre 2006



Audition de la Curatrice publique du Québec  
dans le cadre de la vérification de ses engagements financiers  
pour les mois d'août, novembre et décembre 2005, et janvier 2006



## PROCÈS-VERBAL

Commission de l'administration publique

Première séance, le jeudi 15 juin 2006

Mandat : Audition de la Curatrice publique du Québec dans le cadre de la vérification de ses engagements financiers pour les mois d'août, novembre et décembre 2005, et janvier 2006

Membres présents :

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission  
Mme Perreault (Chauveau), vice-présidente de la Commission

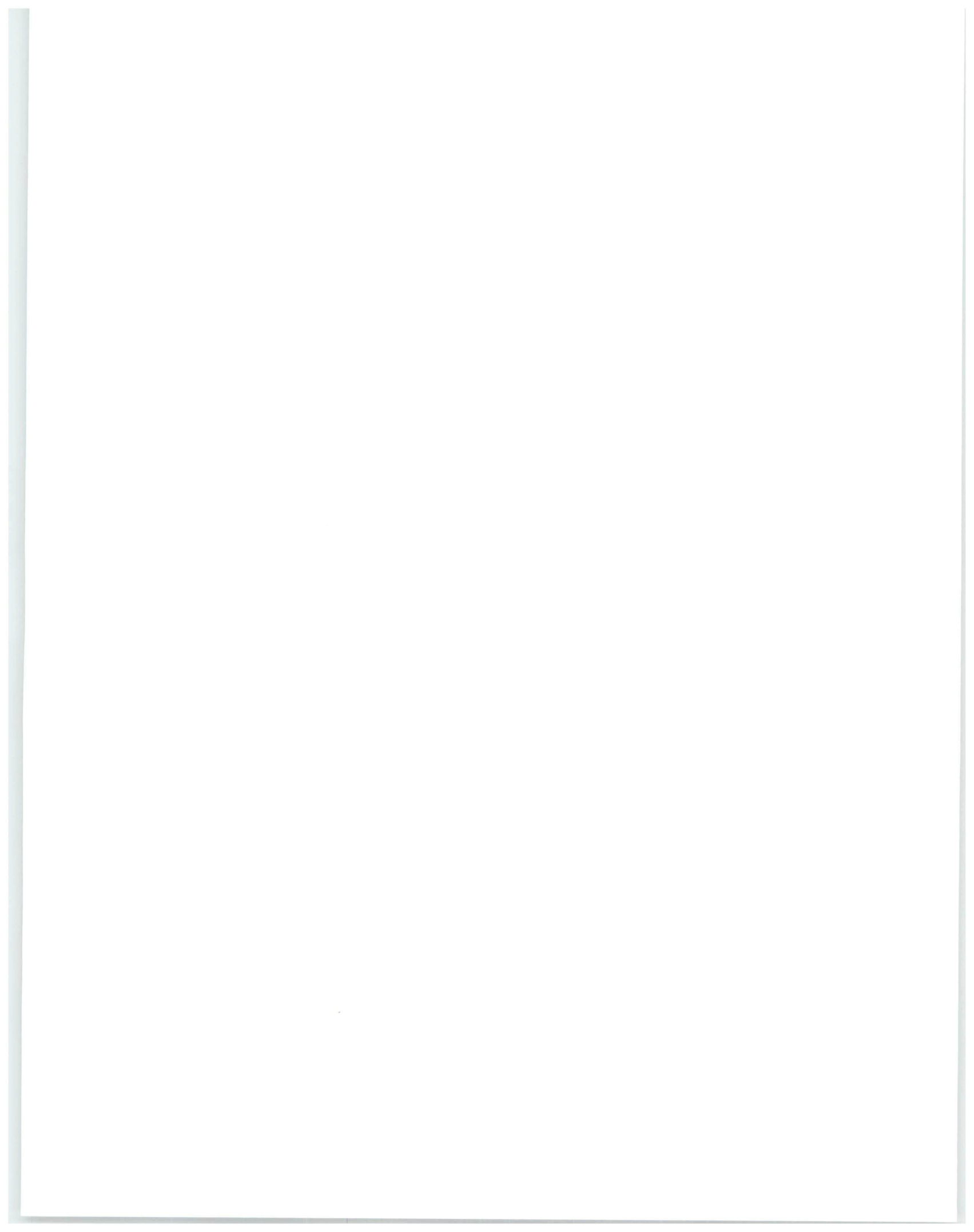
M. Bergeron (Verchères)  
M. Bordeleau (Acadie)  
Mme Gaudet (Maskinongé)  
Mme Maltais (Taschereau)  
M. Rioux (Iberville)  
Mme Vermette (Marie-Victorin)

Témoins (par ordre d'intervention) :

Mme Diane Lavallée, Curatrice publique  
Mme Monique Daigle, directrice générale de l'administration  
M<sup>e</sup> Nathalie Lejeune, directrice des services juridiques

---

La Commission se réunit à 11 h 57 sous la présidence de Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission.



## ORGANISATION DES TRAVAUX

Mme la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

Mme la secrétaire informe la Commission qu'il n'y a pas de membre temporaire ou en remplacement.

## AUDITION

Mme Lavallée et Mme Daigle présentent le processus d'octroi de contrats du Curateur public et l'application qui en a été faite dans les démarches entourant l'attribution du contrat à la firme LGS, qui fait l'objet des engagements financiers sous examen.

Une discussion s'engage entre les membres de la Commission et les représentantes de l'organisme.

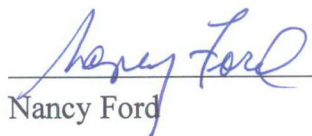
Mme la présidente dépose les documents cotés CAP-42 à CAP-49 (annexe II), transmis à la Commission en préparation de cette audition.

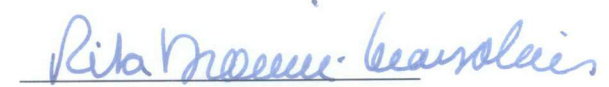
Il est convenu de poursuivre l'audition à une date ultérieure et d'y convoquer également l'ex-Curatrice publique, Mme Nicole Malo, de même que l'ex-directeur des technologies de l'information, M. Byrne Amyot.

À 13 h 17, la Commission suspend la partie publique de ses travaux afin de les poursuivre en séance de travail.

La secrétaire de la Commission,

La présidente de la Commission,

  
Nancy Ford

  
Rita Dionne-Marsolais

Québec, le 19 juin 2006

100

100

## PROCÈS-VERBAL

### Commission de l'administration publique

Deuxième séance, le mardi 26 septembre 2006

Mandat : Audition de la Curatrice publique du Québec dans le cadre de la vérification de ses engagements financiers pour les mois d'août, novembre et décembre 2005, et janvier 2006 (suite)

Membres présents :

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission

Mme Perreault (Chauveau), vice-présidente de la Commission

M. Bédard (Chicoutimi), porte-parole de l'opposition officielle en matière de justice, membre temporaire

M. Bergeron (Verchères)

M. Bordeleau (Acadie)

Mme Maltais (Taschereau)

M. Rioux (Iberville)

Mme Vermette (Marie-Victorin)

Témoins (par ordre d'intervention) :

Mme Nicole Malo, ex-Curatrice publique

Mme Diane Lavallée, Curatrice publique

M. Byrne Amyot, ex-directeur des technologies de l'information

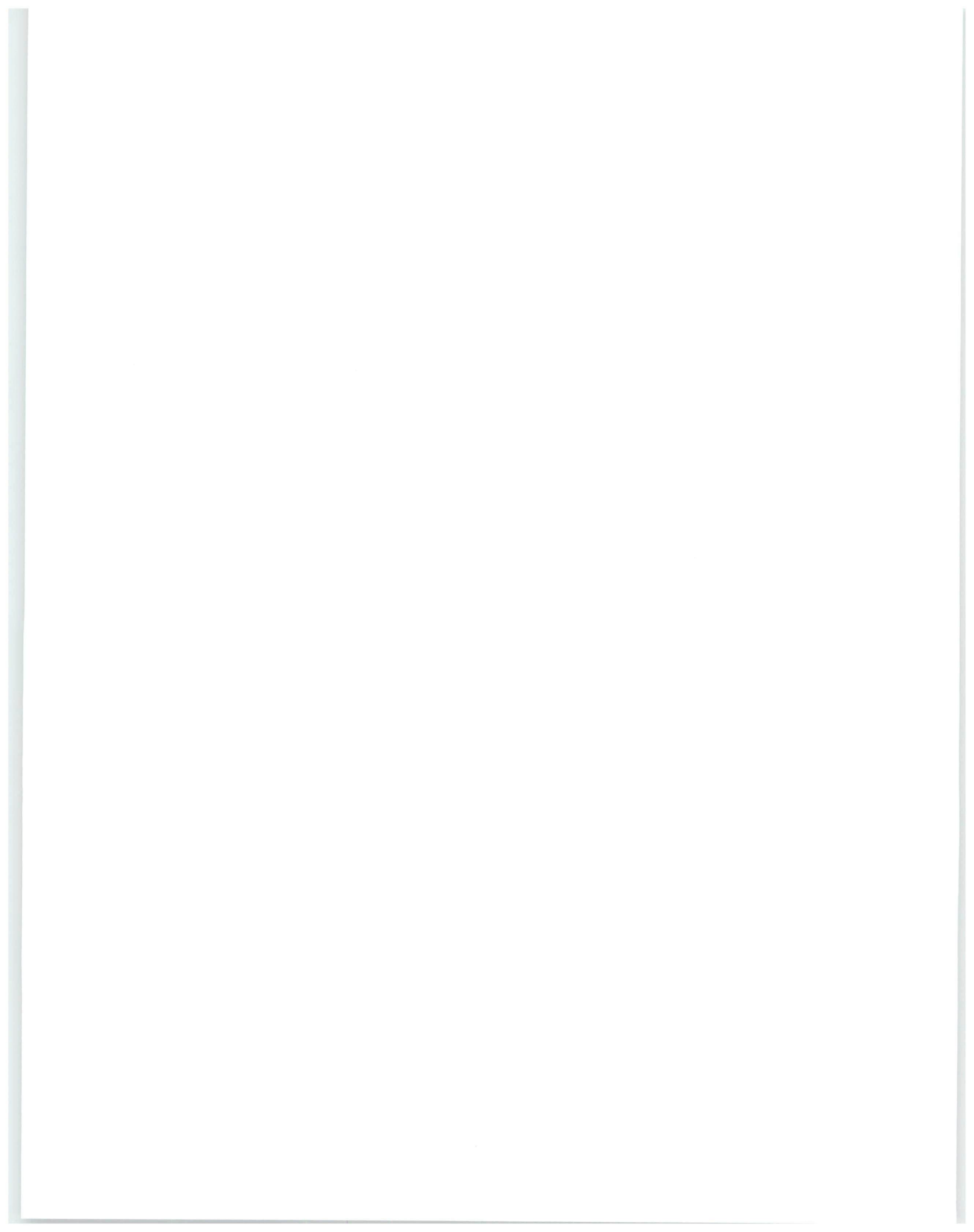
M<sup>e</sup> Nathalie Lejeune, directrice des services juridiques

Mme Monique Daigle, directrice générale de l'administration

Mme Francine Bélanger, directrice du Bureau responsable du projet PSTI

M. Pierre Roy, directeur des ressources financières et matérielles

---



La Commission se réunit à 14 h 03 sous la présidence de Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission.

#### ORGANISATION DES TRAVAUX

Mme la présidente donne lecture du mandat de la Commission et rappelle son contexte.

Mme la secrétaire informe la Commission de la participation d'un membre temporaire.

#### AUDITION (suite)

Mme Malo explique la gestion du projet de réforme des technologies de l'information qu'elle a dirigé pendant son mandat de Curatrice publique, d'avril 2001 à avril 2006.

Une discussion s'engage entre les membres de la Commission et les représentants de l'organisme.

Mme Perreault (Chauveau), vice-présidente de la Commission, remplace Mme la présidente.

La discussion se poursuit.


Mme Dionne-Marsolais (Rosemont) reprend ses fonctions à la présidence.

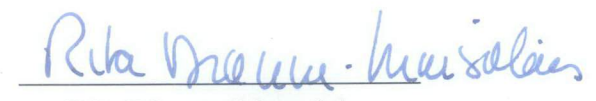
La discussion se poursuit.

À 16 h 29, la Commission suspend la partie publique de ses travaux afin de les poursuivre en séance de travail.

La secrétaire de la Commission,

La présidente de la Commission,

  
Nancy Ford

  
Rita Dionne-Marsolais

Québec, le 27 septembre 2006

2014-2015

2015-2016

2016-2017

2017-2018

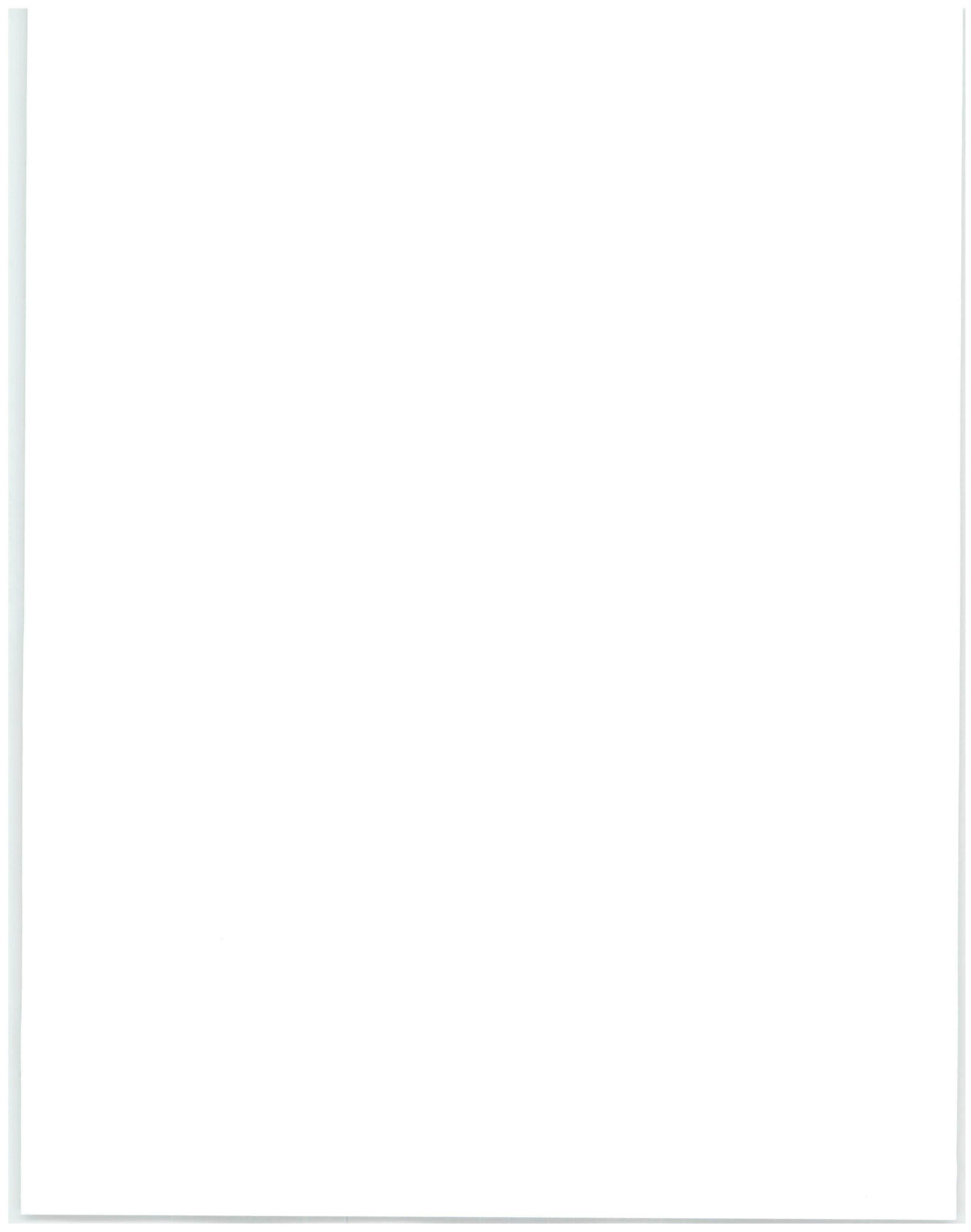
2018-2019

2019-2020

2020-2021

ANNEXE I

Ordres du jour



**DÉLÉGATION DU CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC**

**AUDITION DU 15 JUIN 2006**

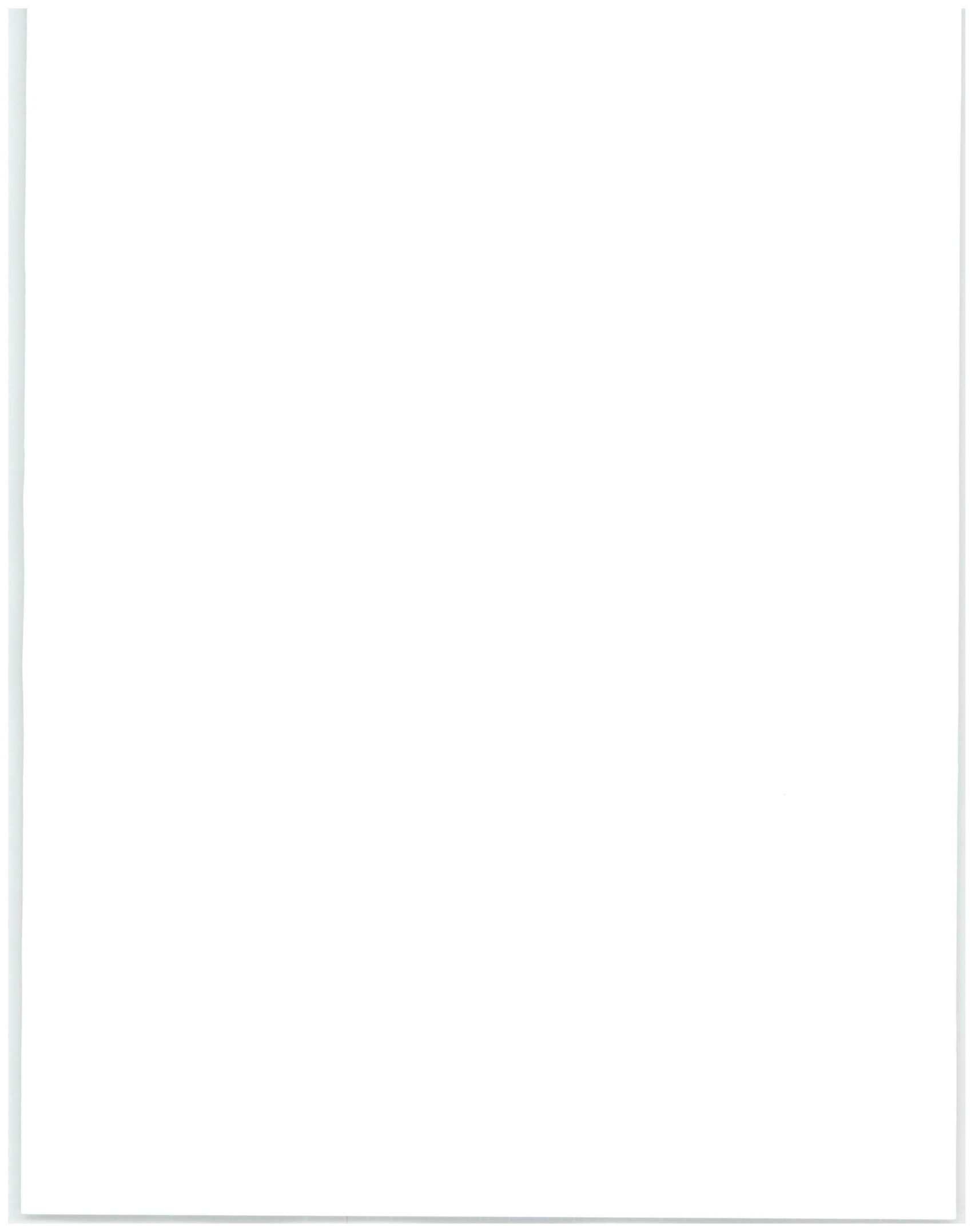
**MADAME DIANE LAVALLÉE**, Curatrice publique

**MADAME MONIQUE DAIGLE**, directrice générale de l'Administration

**MONSIEUR ROGER GIROUX**, directeur général de la Protection

**M<sup>c</sup> NATHALIE LEJEUNE**, directrice des Services juridiques

**MONSIEUR PIERRE ROY**, directeur des Ressources financières et matérielles





TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE – DEUXIÈME SESSION

Commission de l'administration publique

Audition de la Curatrice publique du Québec

*Poursuivre l'audition de la curatrice publique du Québec  
sur ses engagements financiers*

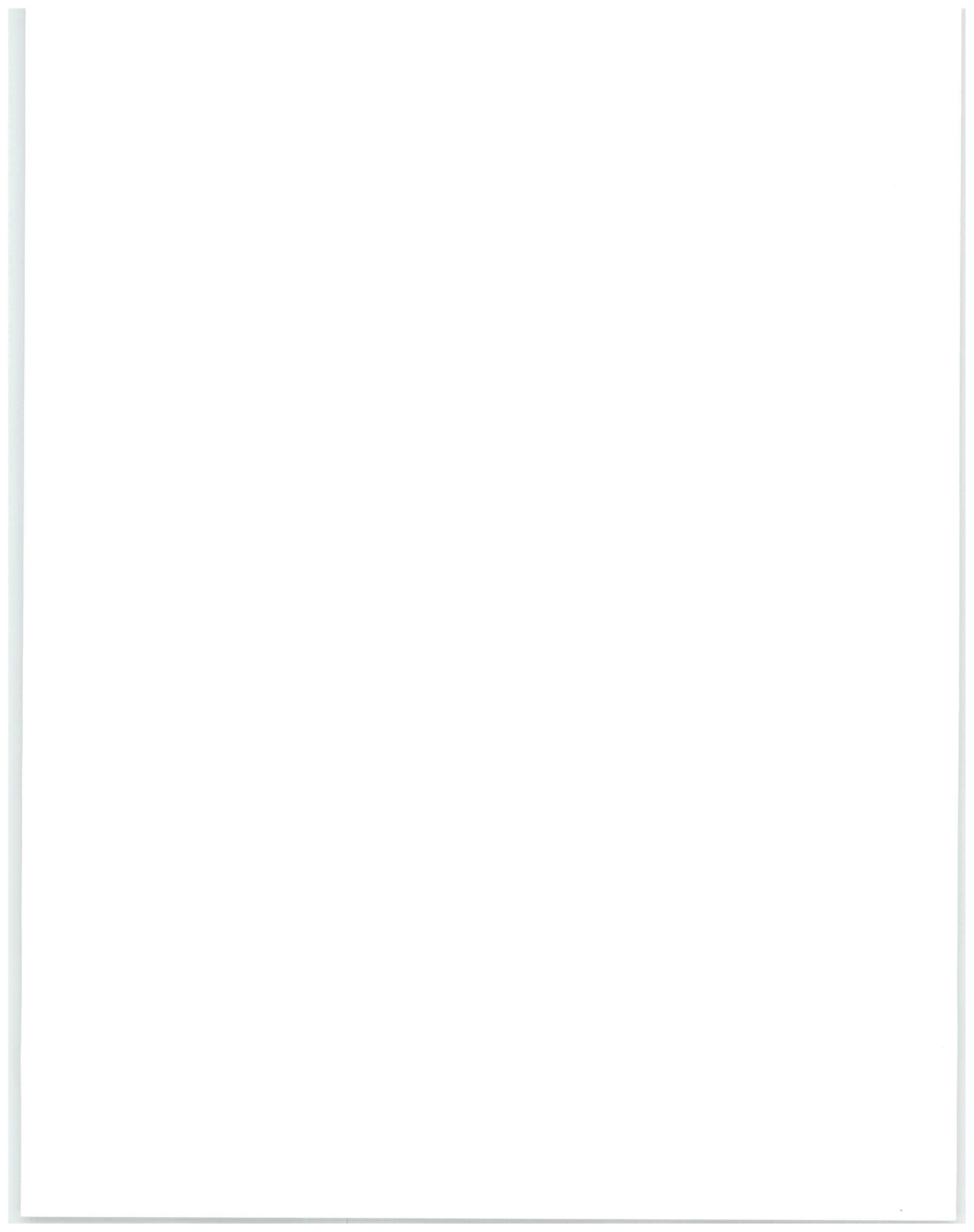
Le mardi 26 septembre 2006

Salle des Premiers-Ministres (1.38) de l'édifice Pamphile-Le May

**ORDRE DU JOUR**

- 14 h 00 Remarques préliminaires (5 minutes)
- 14 h 05 Exposé de la Curatrice publique du Québec (5 minutes)
- 14 h 10 Exposé de l'ancienne curatrice publique (madame Nicole Malo) (20 minutes)
- 14 h 30 Échanges
- 16 h 25 Remarques finales (5 minutes)
- 16 h 30 Clôture de la séance publique (sortie des invités)
- 16 h 35 Séance de travail : conclusions et recommandations
- 17 h 00 AJOURNEMENT

*Québec, le 19 septembre 2006*



## LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES

Madame Diane Lavallée, curatrice publique

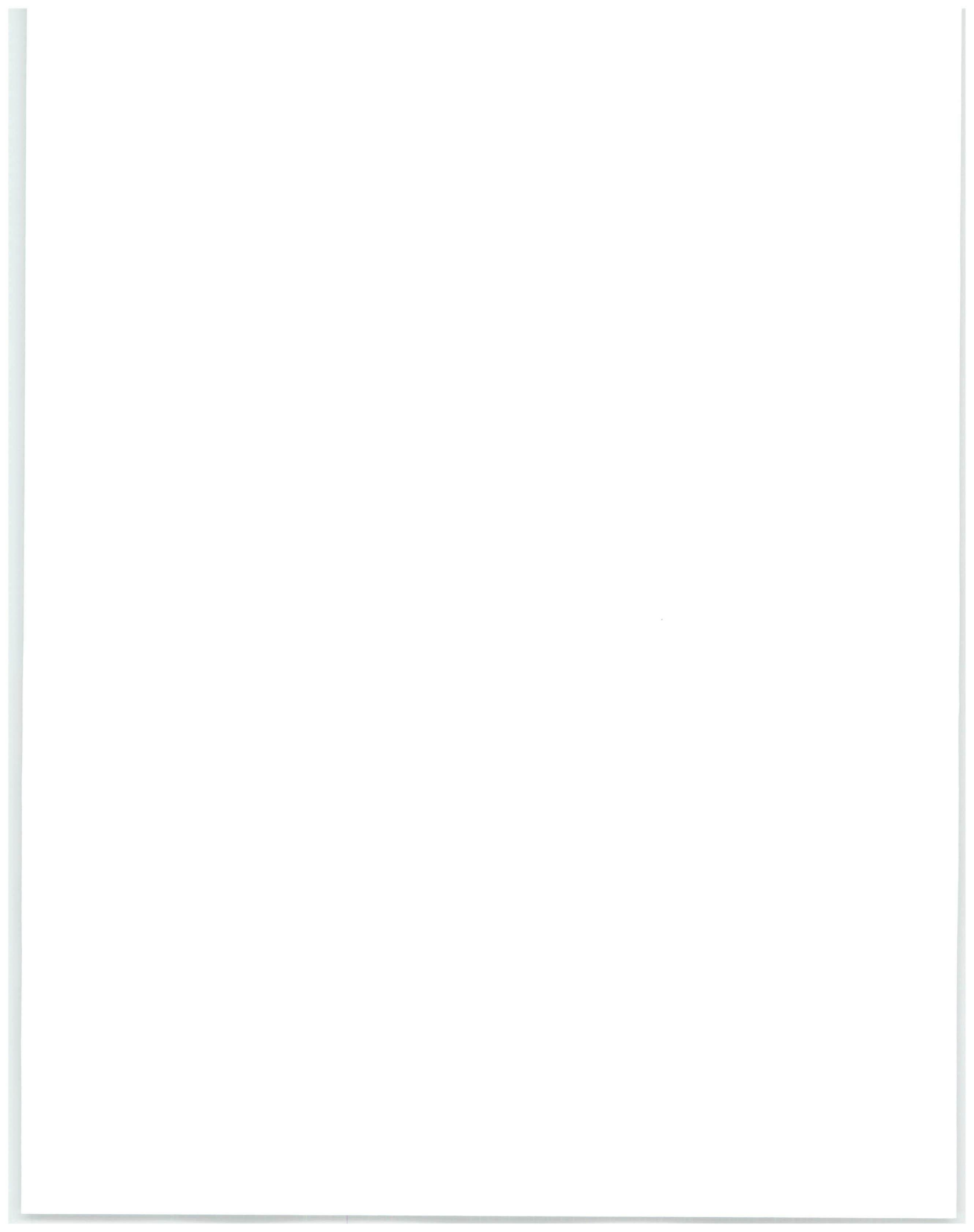
Madame Nicole Malo, ancienne curatrice publique

Monsieur Byrne Amyot, ancien directeur des technologies de l'information

Madame Monique Daigle, conseillère stratégique et ancienne directrice générale  
de l'administration

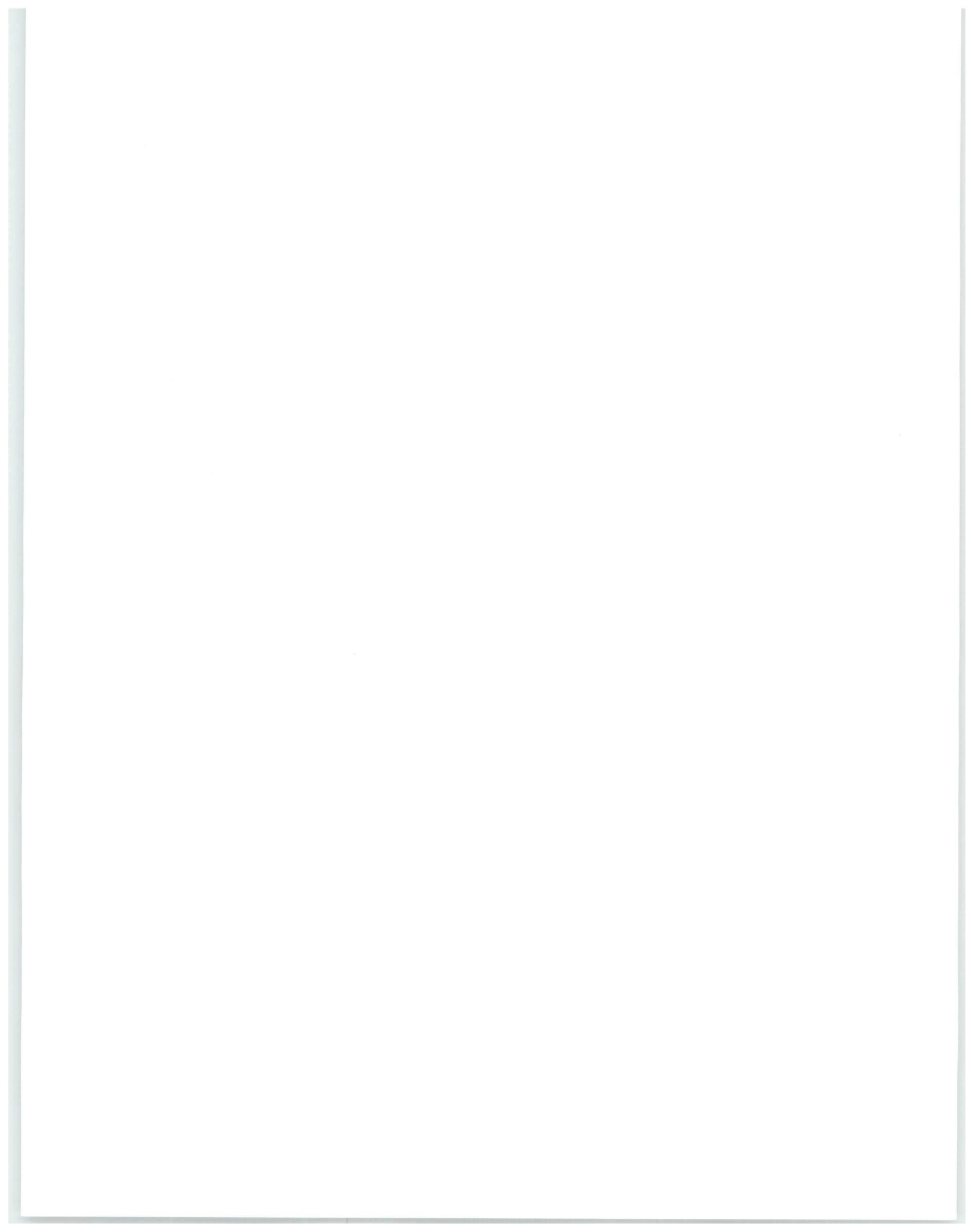
Madame Francine Bélanger, directrice du Bureau responsable du projet PSTI

Monsieur Roger Giroux, directeur général de la protection



ANNEXE II

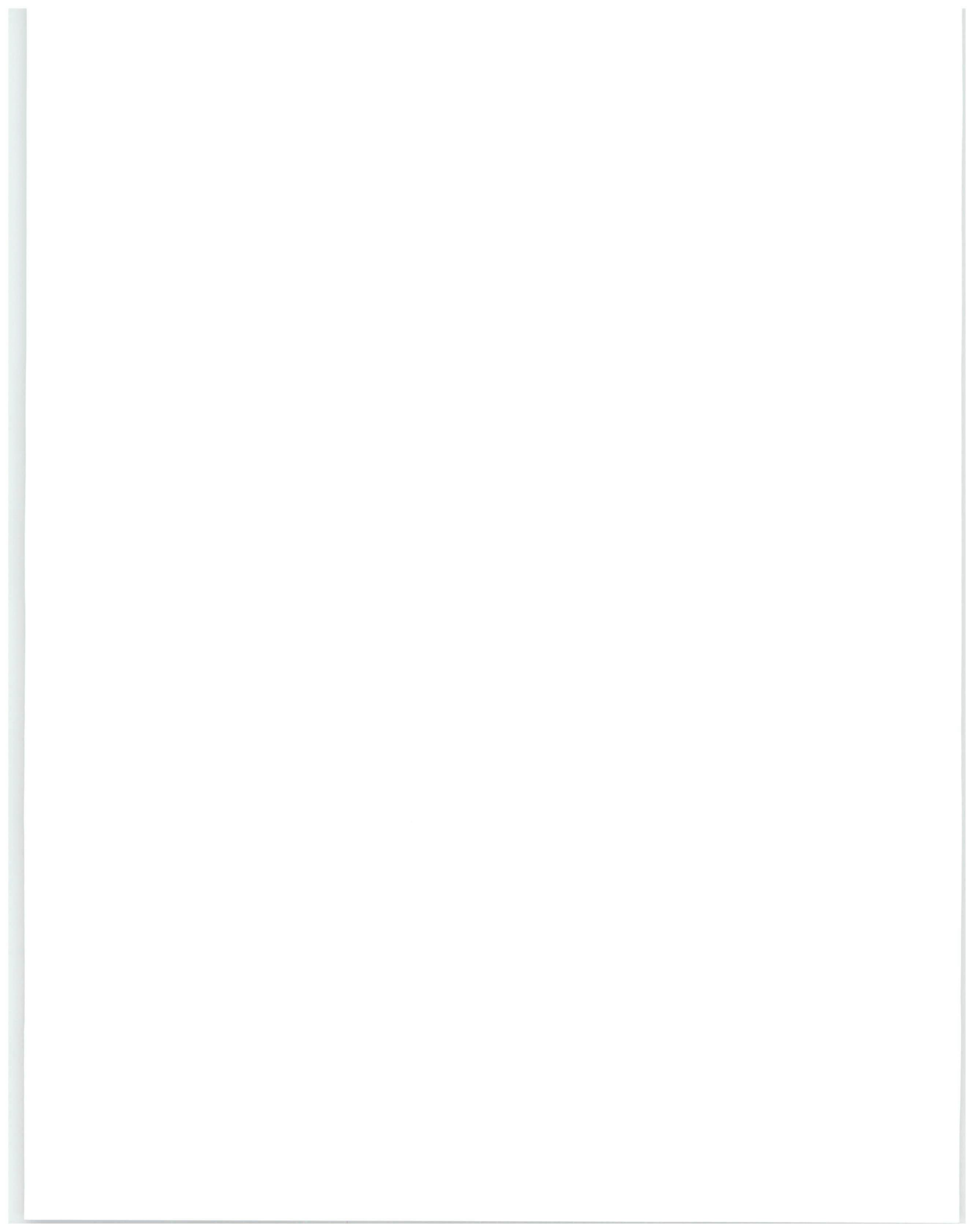
Liste des documents déposés



## LISTE DES DOCUMENTS DÉPOSÉS

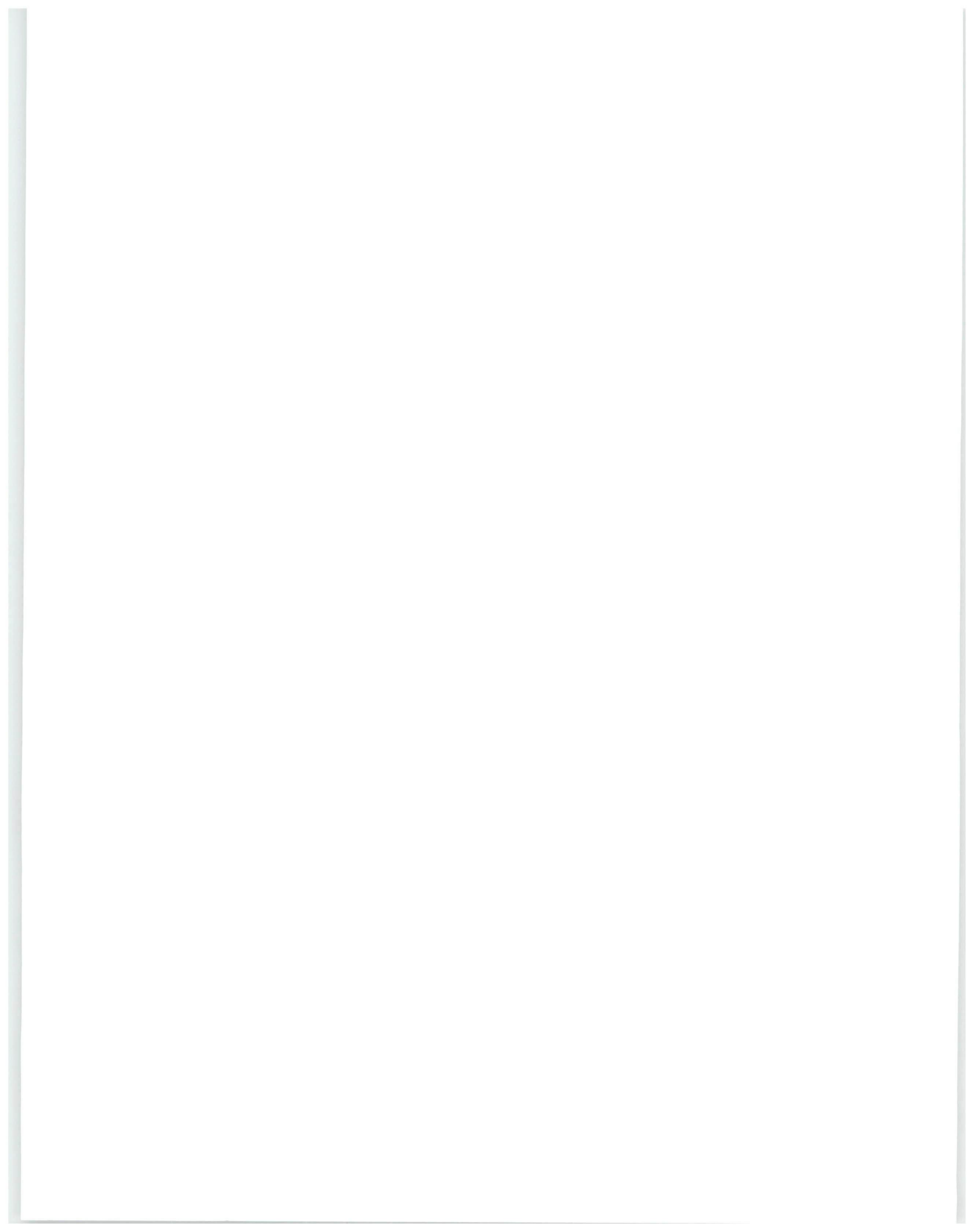
### Curateur public du Québec

- Curateur public du Québec. *Règles concernant l'acquisition de biens et de services au Curateur public*. Le 6 décembre 2005. 14 p. Déposé le 15 juin 2006. CAP—42
- Curateur public du Québec. *Cadre de gestion sur les appels d'offres et contrats pour la gestion des ressources du Curateur public*. Le 21 février 2006. Non paginé. Déposé le 15 juin 2006. CAP—43
- Conseil du trésor. [Extrait du Recueil des politiques de gestion concernant les orientations du Conseil du trésor sur les pratiques à favoriser à l'égard des contrats inférieurs à 25 000 \$]. C.T. du 26 novembre 2002. 1 f. Déposé le 15 juin 2006. CAP—44
- Curateur public du Québec. *Projet de contrat de services professionnels inférieurs à 25 000 \$* [Formulaire en révision]. Non daté. 1 f. Déposé le 15 juin 2006. CAP—45
- Curateur public du Québec. *Guide de rédaction d'un contrat de services inférieur à 25 000 \$*. Non daté. 4 p. Déposé le 15 juin 2006. CAP—46
- Curateur public du Québec. *Contrat de services*. [Modèle]. Non daté. 7 p. Déposé le 15 juin 2006. CAP—47
- Conseil du trésor. *Règlement sur les contrats d'approvisionnement, de construction et de services des ministères et des organismes publics*. [Extrait du Recueil des politiques de gestion]. Le 22 septembre 2000. Non paginé. Déposé le 15 juin 2006. CAP—48
- Curateur public du Québec. *Acte de délégation de la signature du Curateur public du Québec*. Le 10 avril 2006. 31 p. Déposé le 15 juin 2006. CAP—49



ANNEXE III

Procès-verbaux des séances de travail de  
vérification des engagements financiers





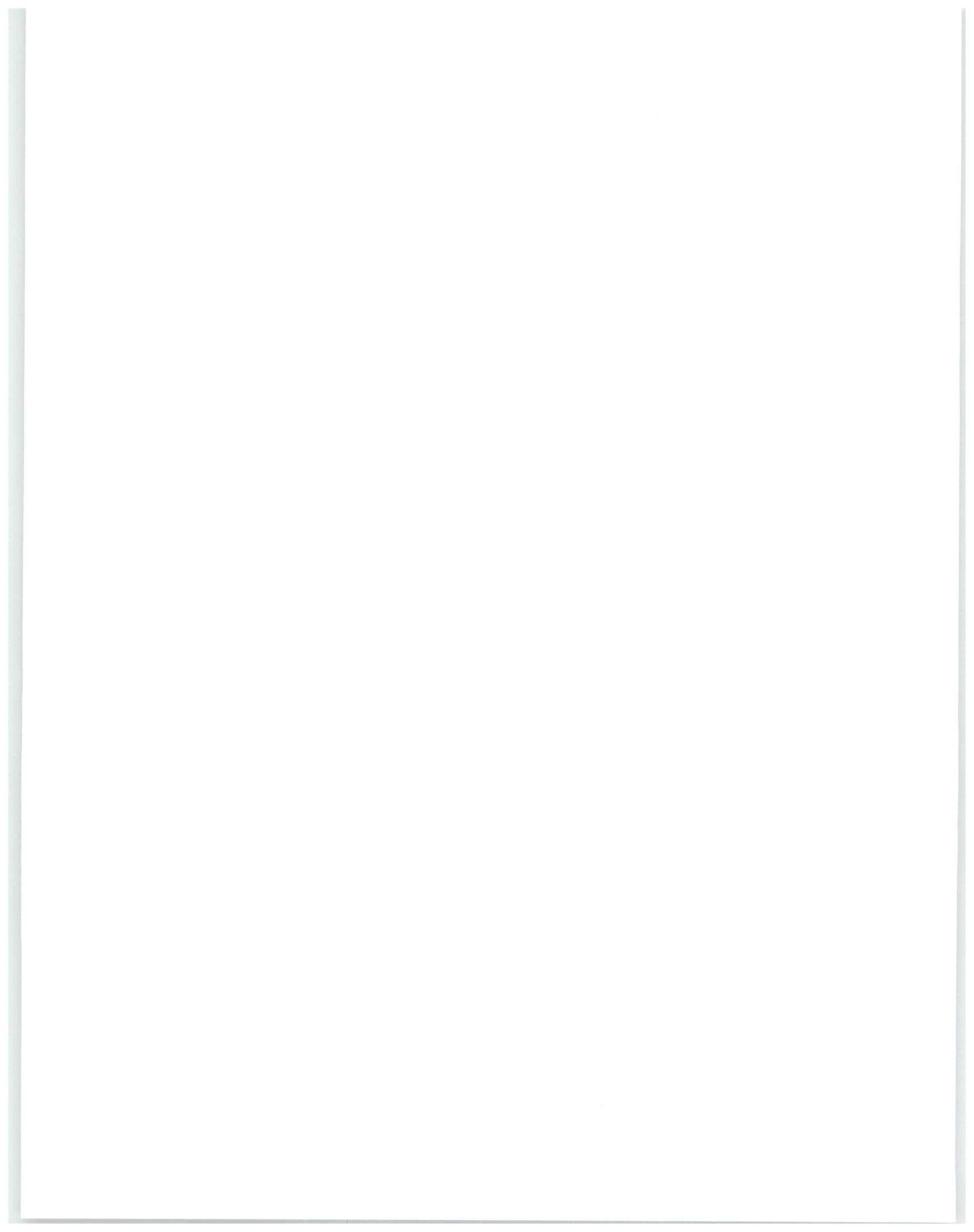
TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE - DEUXIÈME SESSION

Commission de l'administration publique

PROCÈS-VERBAL

Séance de travail du 15 juin 2006

Vérification des engagements financiers des ministères



## PROCÈS-VERBAL

Commission de l'administration publique

Séance de travail du jeudi 15 juin 2006

Mandat : Vérification des engagements financiers des ministères

Membres présents :

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission

Mme Perreault (Chauveau), vice-présidente de la Commission

M. Bergeron (Verchères)

M. Bordeleau (Acadie)

Mme Gaudet (Maskinongé)

Mme Maltais (Taschereau)

M. Rioux (Iberville)

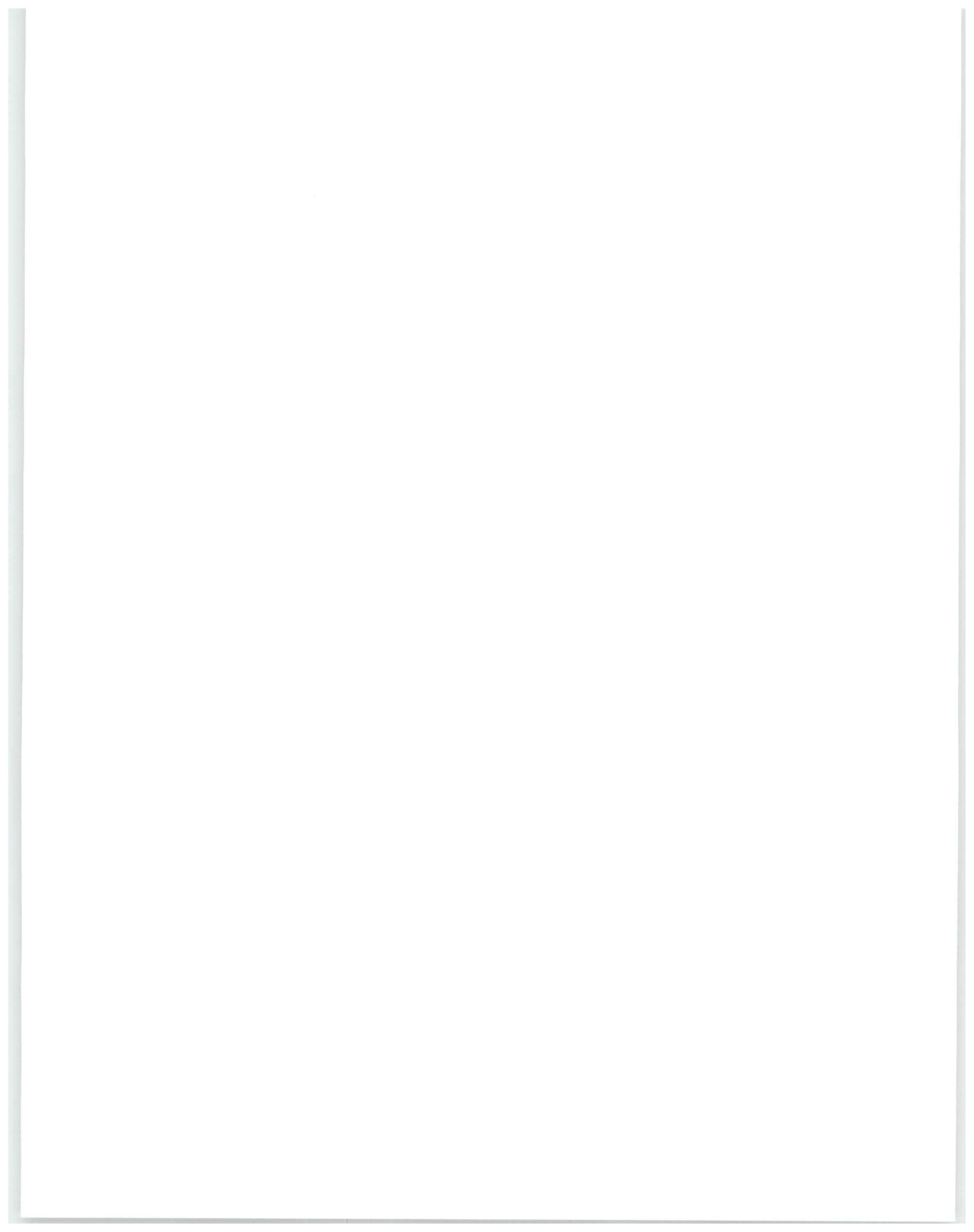
Mme Vermette (Marie-Victorin)

---

La Commission se réunit à 13 h 30 sous la présidence de Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

Mme la présidente rappelle l'objet de la séance.



## VÉRIFICATION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS

Une discussion s'engage sur les réponses aux questions transmises aux ministères lors de la dernière séance de vérification d'engagements financiers par la Commission, de même que sur les listes d'engagements financiers transmises aux membres pour vérification.

Les engagements financiers suivants sont considérés comme vérifiés par les membres de la Commission :

### **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION**

*Commission de la protection du territoire agricole du Québec*

*Mars 2006.*

### **CONSEIL DU TRÉSOR**

*Février 2006 et mars 2006.*

### **MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS**

*Juillet 2005 (amendement), novembre 2005 (amendement) et novembre 2005 (amendement).*

### **MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION**

*Février 2006.*

### **MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**

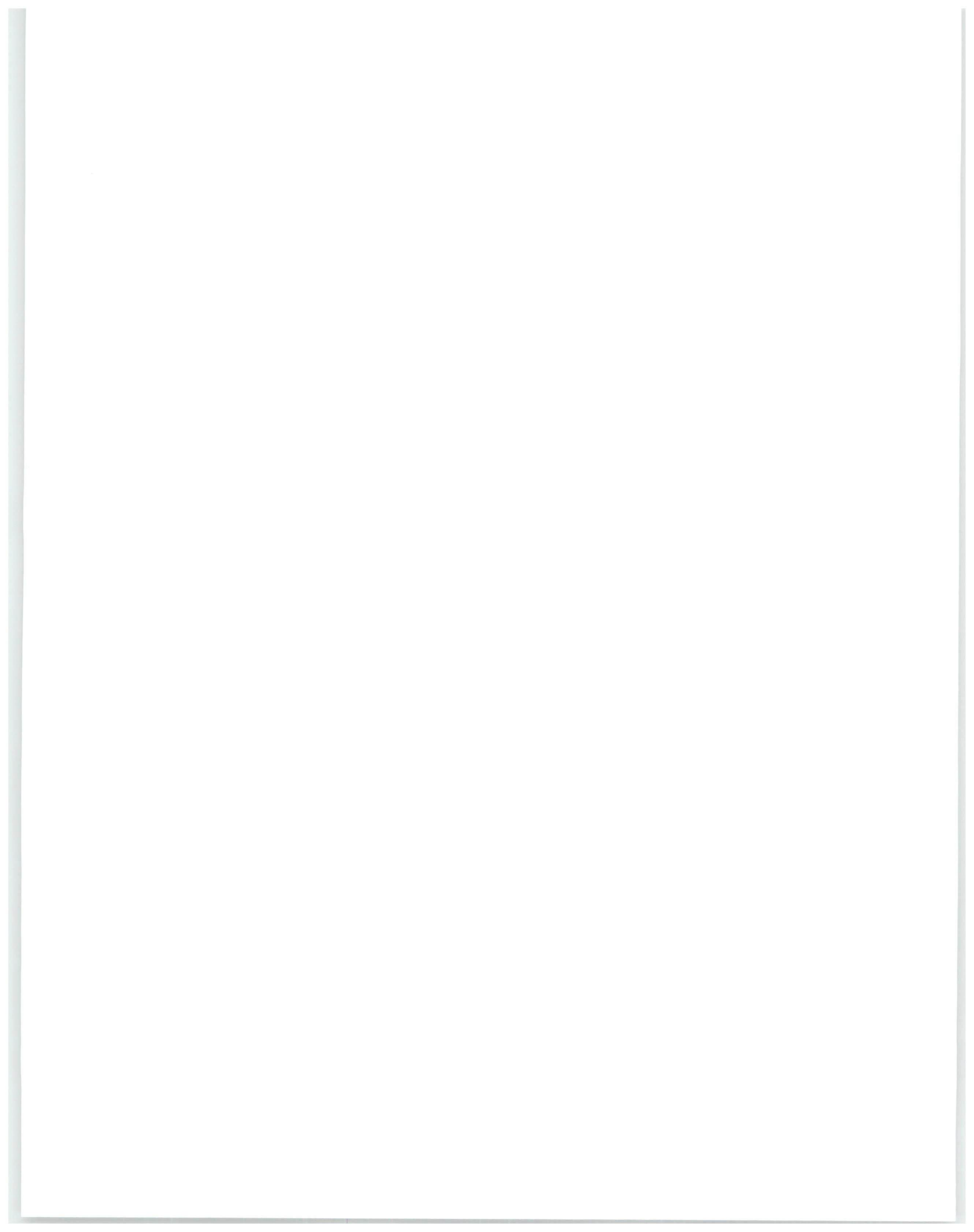
*Mars 2006.*

*Emploi*

*Février 2006.*

### **MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DES AÎNÉS ET DE LA CONDITION FÉMININE**

*Août 2005 et janvier 2006.*



*Conseil du statut de la femme*

*Avril 2005 à mars 2006.*

**MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

*Février 2006, mai 2004 et juin 2004.*

**MINISTÈRE DU REVENU**

*Décembre 2005, janvier 2006 et mars 2006.*


**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**

*Office des personnes handicapées du Québec*


*Mars 2006.*

À 15 heures, la Commission ajourne ses travaux sine die.

La secrétaire de Commission,

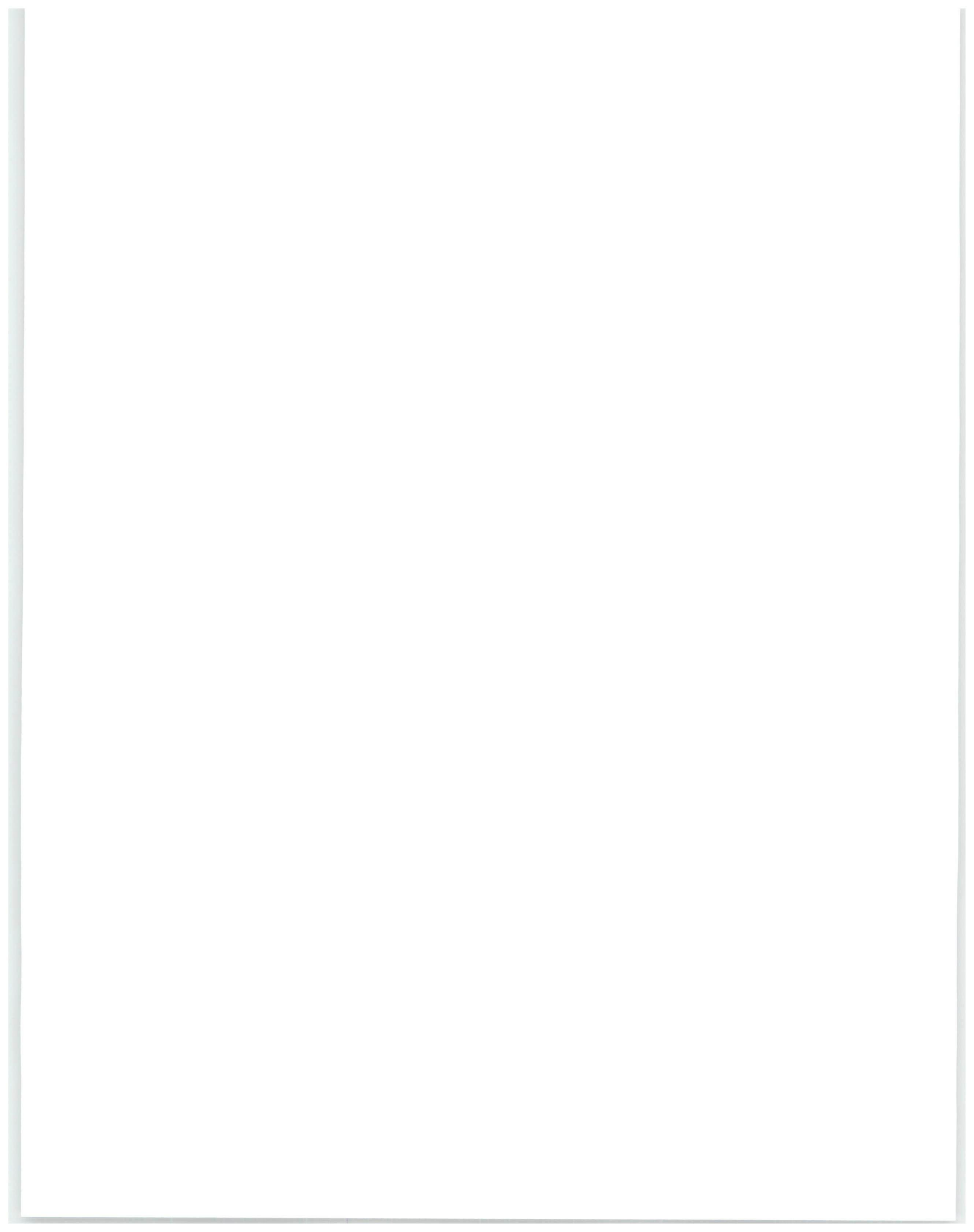
  
Nancy Ford

La présidente de la Commission,

  
Rita Dionne-Marsolais

Québec, le 21 juin 2006

NF/DF





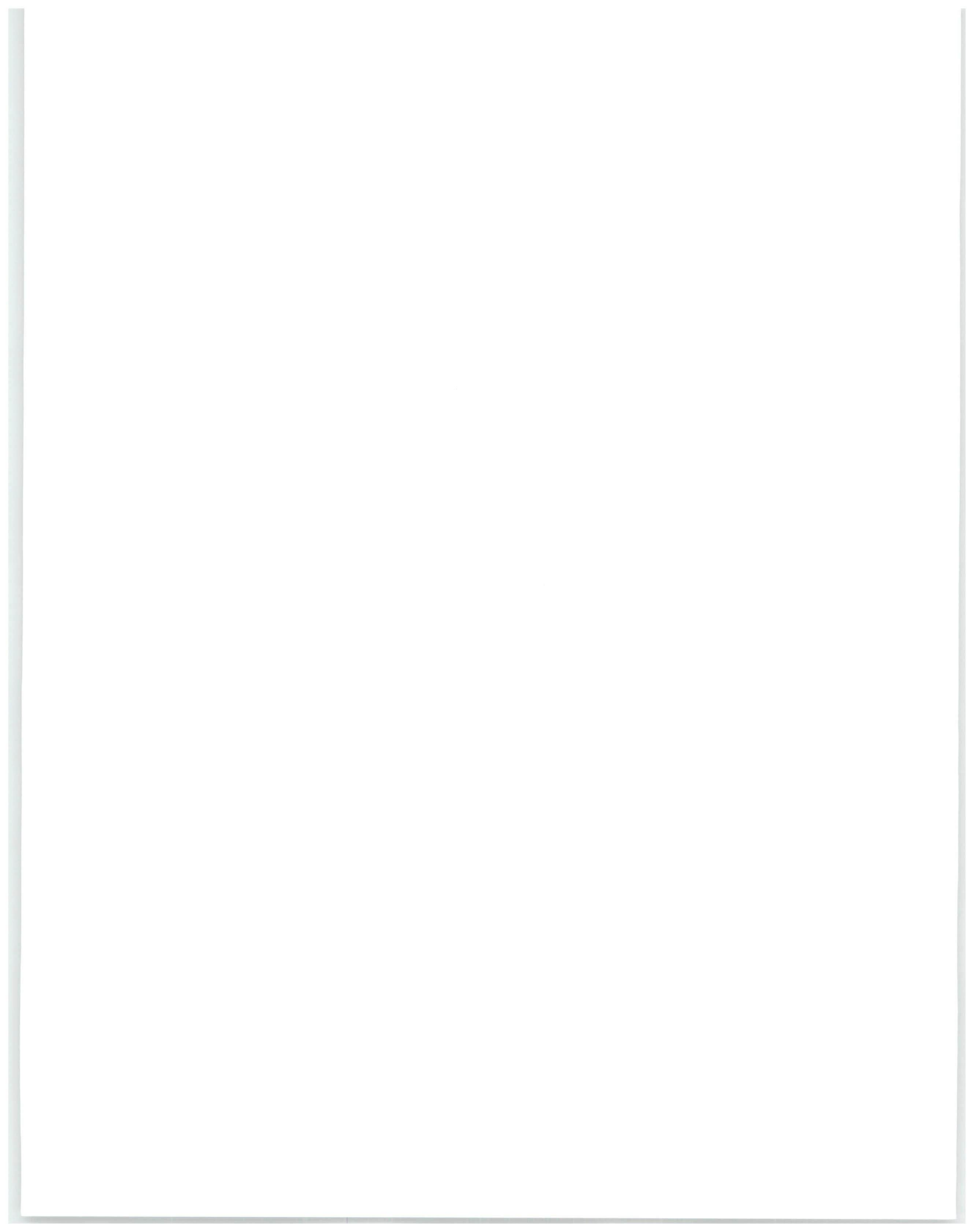
TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE - DEUXIÈME SESSION

Commission de l'administration publique

PROCÈS-VERBAL

Séance de travail du 30 août 2006

Analyse des rapports annuels de gestion et  
vérification des engagements financiers des ministères



## PROCÈS-VERBAL

Commission de l'administration publique

Séance de travail du mercredi 30 août 2006

Mandat : Analyse des rapports annuels de gestion et vérification des engagements financiers des ministères

Membres présents :

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission

Mme Perreault (Chauveau), vice-présidente de la Commission

M. Bergeron (Verchères)

M. Bordeleau (Acadie)

Mme Gaudet (Maskinongé)

Mme Maltais (Taschereau)

Mme Vermette (Marie-Victorin)

Autre participant :

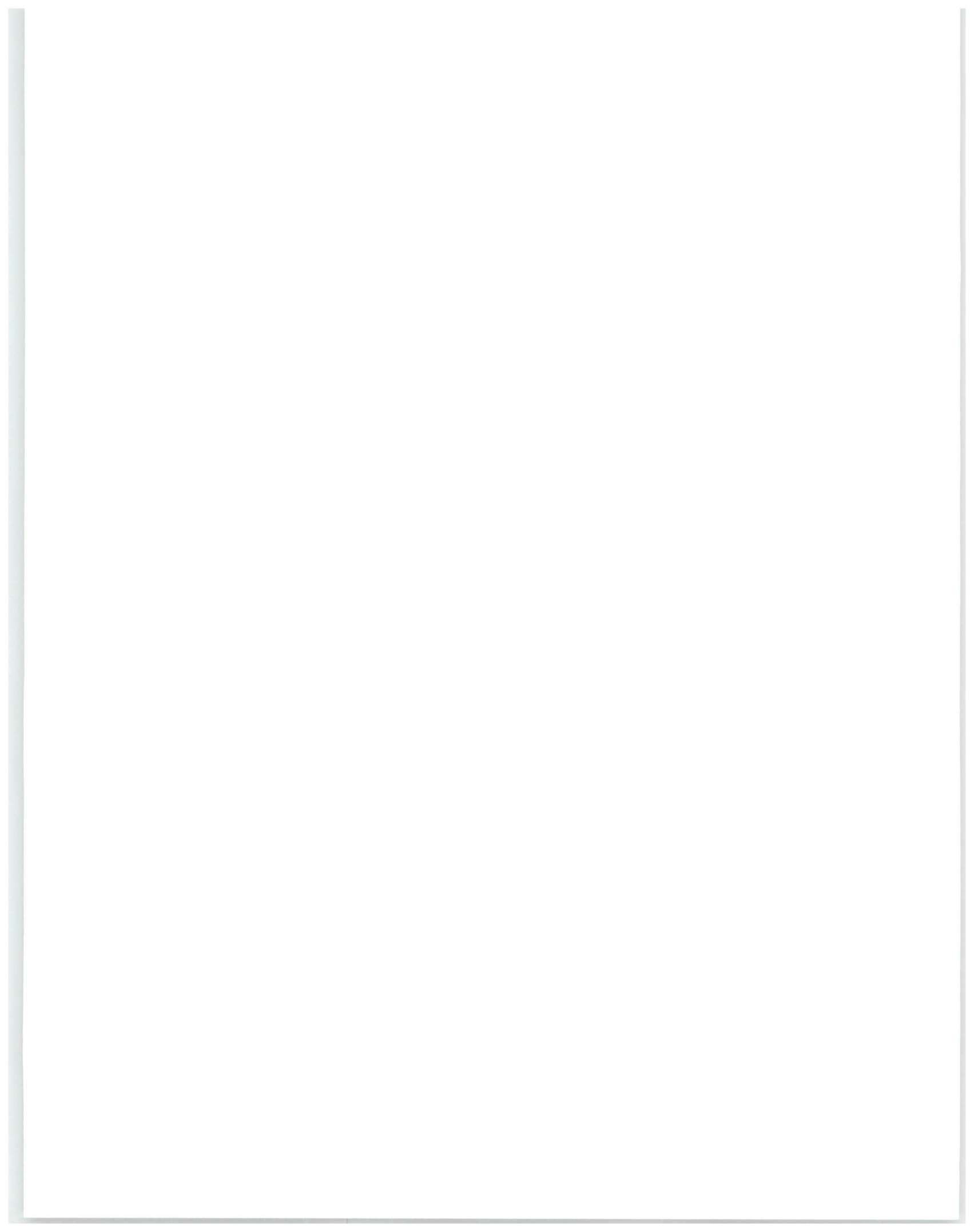
M. Jacques Gagnon, Division de la recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale

---

La Commission se réunit à 14 heures sous la présidence de Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

Mme la présidente rappelle l'objet de la séance.



Puis, la secrétaire de la Commission présente aux membres le site « greffier » du Secrétariat des commissions et les principaux documents qui s'y trouvent.

### ANALYSE DES RAPPORTS ANNUELS DE GESTION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES

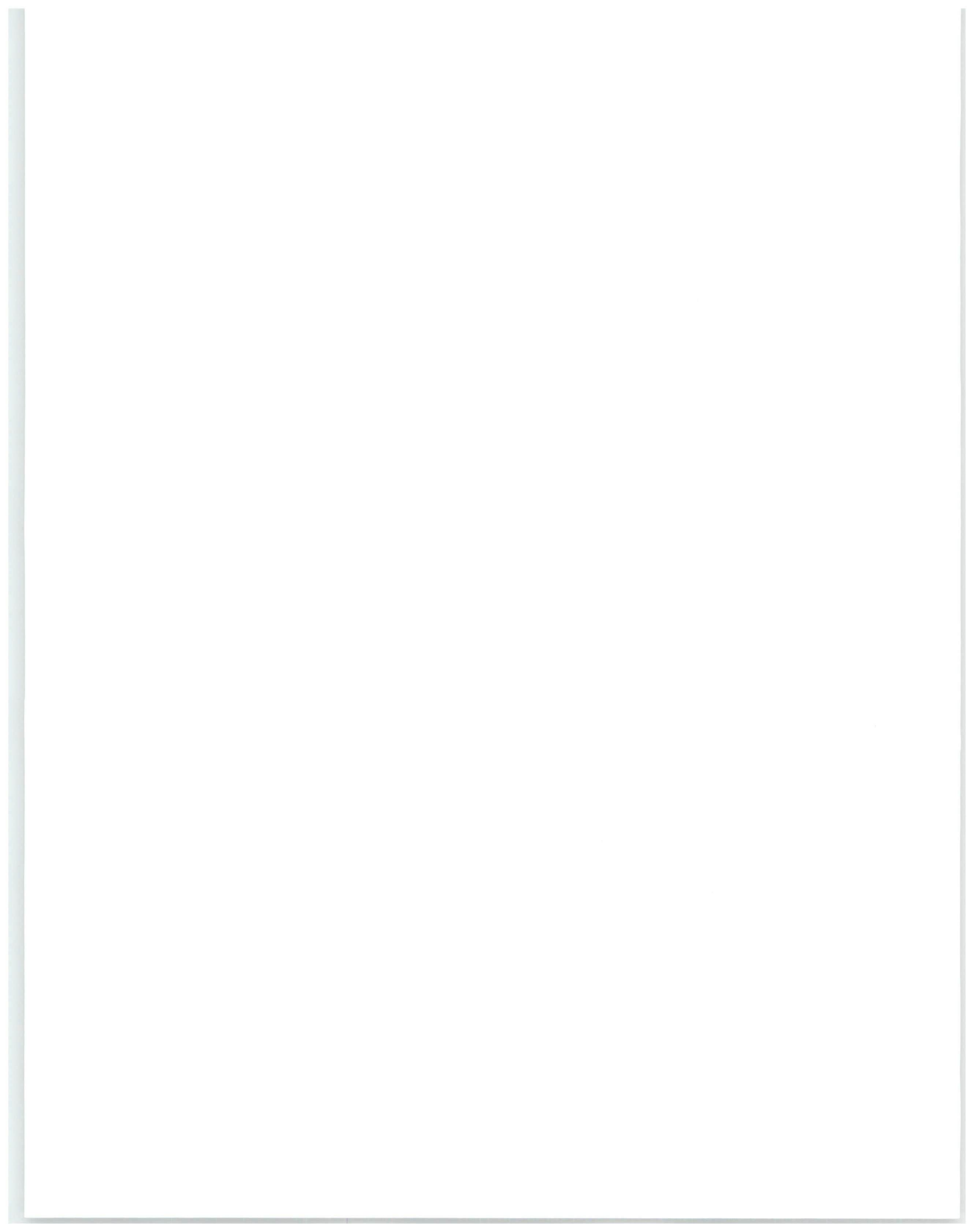
M. Gagnon, recherchiste, présente le document qu'il a préparé à la demande de la Commission, qui comprend une analyse sommaire de neuf rapports annuels de gestion et une appréciation globale de la qualité de la reddition de comptes en regard de critères approuvés antérieurement par les membres de la Commission. Il s'agit des critères suivants :

- Cohérence de l'information avec les autres documents;
- Fournir les renseignements de base pour l'analyse de la performance;
- Résultats atteints et leur mise en contexte;
- Révéler le degré de satisfaction de la clientèle;
- Expliquer les liens entre les coûts, les activités, les produits et services et les résultats;
- Faire état des correctifs ou des solutions de rechange;
- Traiter de la capacité de l'entité de maintenir et d'améliorer ses résultats.

Les neuf entités dont les rapports annuels de gestion ont été examinés sont les suivantes :

- ministère de la Justice;
- ministère des Finances;
- ministère des Transports;
- ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation;
- ministère du Travail;
- Commission de l'équité salariale;
- Commission des transports;
- Office de la protection du consommateur;
- Registraire des entreprises.

Les membres de la Commission conviennent de tenir des auditions publiques pour examiner les rapports annuels de gestion du ministère du Travail, du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, du ministère des Transports et de l'Office de la protection du consommateur.



Une discussion s'engage sur les demandes de documents provenant de la Commission et les dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Puisque cette Loi ne s'applique pas aux délibérations parlementaires, il est convenu de continuer à demander toute information jugée nécessaire à l'éclairage de la Commission. Cependant, si jamais un problème d'accès à l'information est soulevé, la Commission convient d'en rediscuter en séance de travail.

### VÉRIFICATION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS

Une discussion s'engage sur les réponses aux questions transmises aux ministères lors de la dernière séance de vérification d'engagements financiers par la Commission, de même que sur les listes d'engagements financiers transmises aux membres pour vérification.

Les engagements financiers suivants sont considérés comme vérifiés par les membres de la Commission :

#### **MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

##### *La Régie du logement*

*Mars 2006, avril 2006 et mai 2006.*

#### **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION**

*Mars 2006, avril 2006 et juin 2006.*

##### *Commission de la protection du territoire agricole du Québec*

*Septembre 2005, mai 2006 et juin 2006.*

#### **CONSEIL DU TRÉSOR**

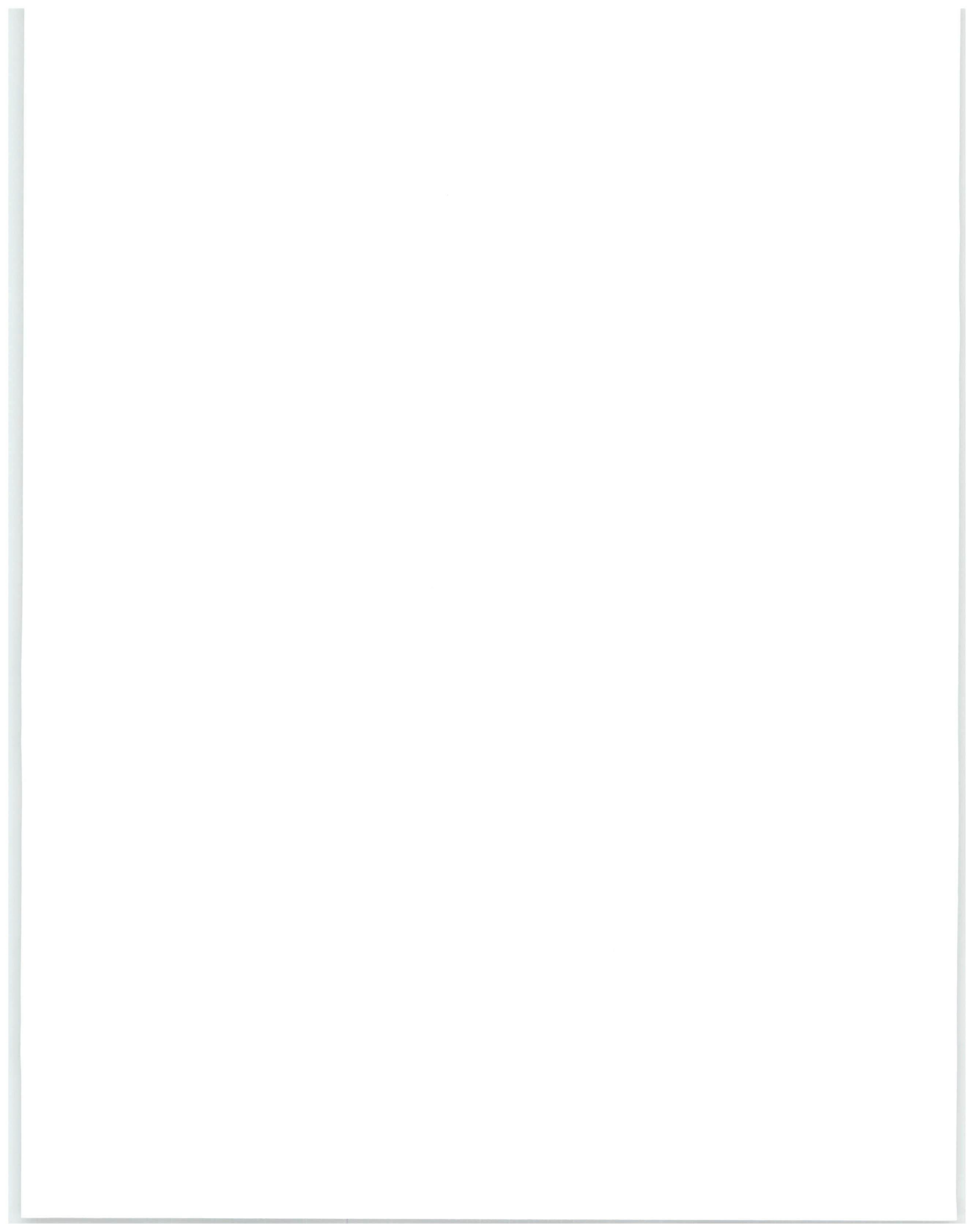
*Avril 2006, mai 2006 et juin 2006.*

#### **MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

*Février 2005.*

#### **LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC**

*Février 2006.*



**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS**

*Mars 2005 (amendement), juillet 2005 (amendement), novembre 2005 (amendement), janvier 2006 et mars 2006.*

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION**

*Décembre 2005, janvier 2006, septembre 2005, novembre 2005 (amendement), décembre 2005 (amendement), mai 2006 et juin 2006.*

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU SPORT ET DU LOISIR**

*Avril 2006 et juin 2006.*

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE*****Secrétariat à l'action communautaire autonome***

*Mars 2006, avril 2006 et mai 2006.*

***Emploi***

*Avril 2006.*

***Fonds des technologies de l'information***

*Janvier 2006.*

**MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DES AÎNÉS ET DE LA CONDITION FÉMININE**

*Mars 2006.*

***Conseil du statut de la femme***

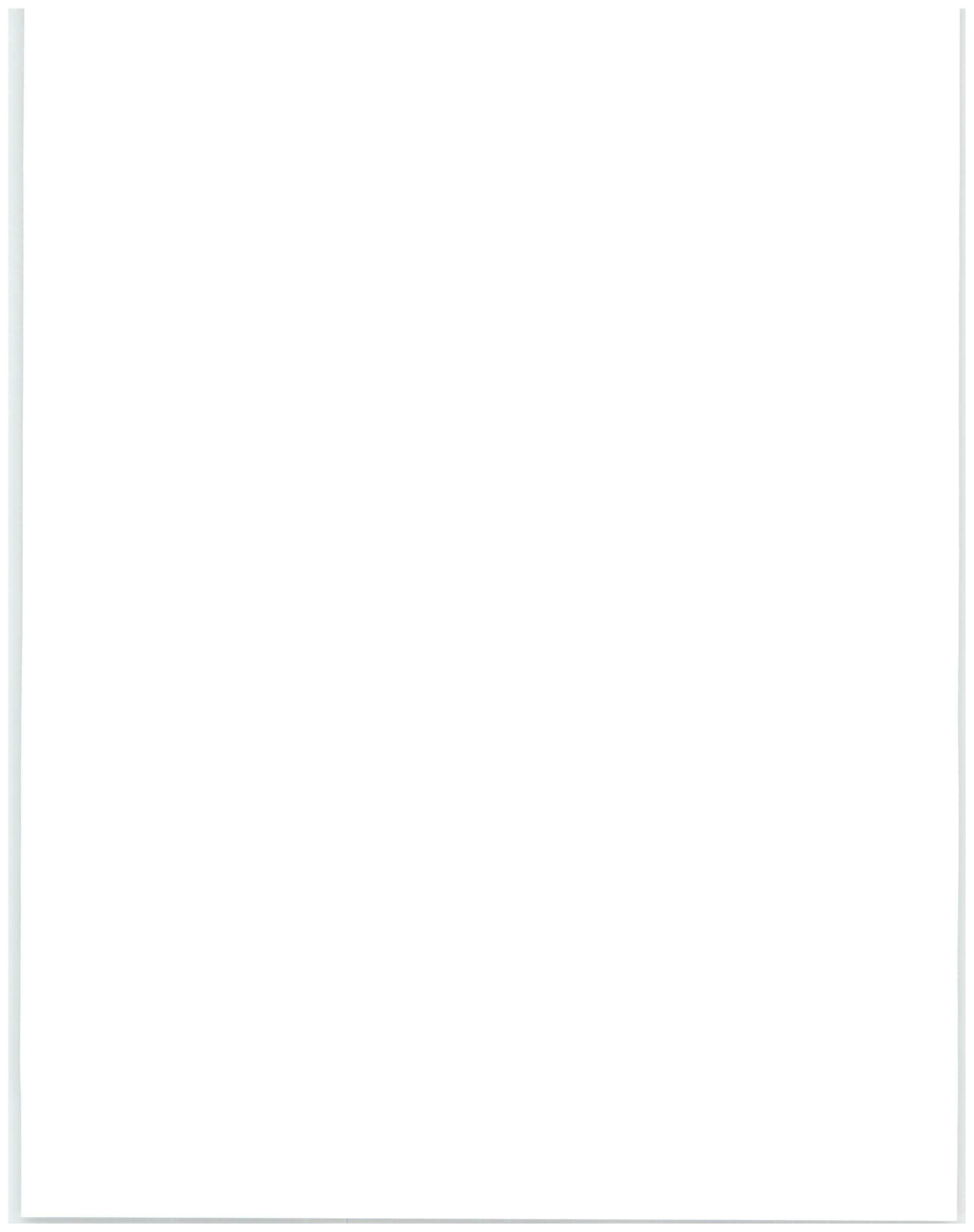
*Avril 2006 et mai 2006.*

**MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

*Mars 2005, octobre 2005, janvier 2006 et avril 2005 (amendement).*

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

*Février 2006, mars 2006, avril 2006 et juin 2006.*



**MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**

*Mars 2005 (amendement ajout), juin 2005 (amendement), mars 2006 (amendement), février 2006, mai 2005 (amendement 802), mars 2006 (amendement 313), avril 2006 et mai 2006 (amendement 890).*

**MINISTÈRE DU REVENU**

*Février 2006.*

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**

*Décembre 2005 et janvier 2006.*

*Office des personnes handicapées du Québec*

*Avril 2006.*

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

*Décembre 2005 et février 2006.*

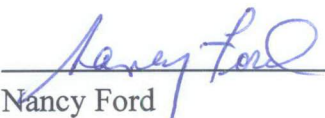
**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

*Mars 2006, avril 2006 et juin 2006.*


Il est convenu de poursuivre la vérification des engagements financiers le 5 septembre 2006.

À 17 h 30, la Commission ajourne ses travaux sine die.

La secrétaire de Commission,

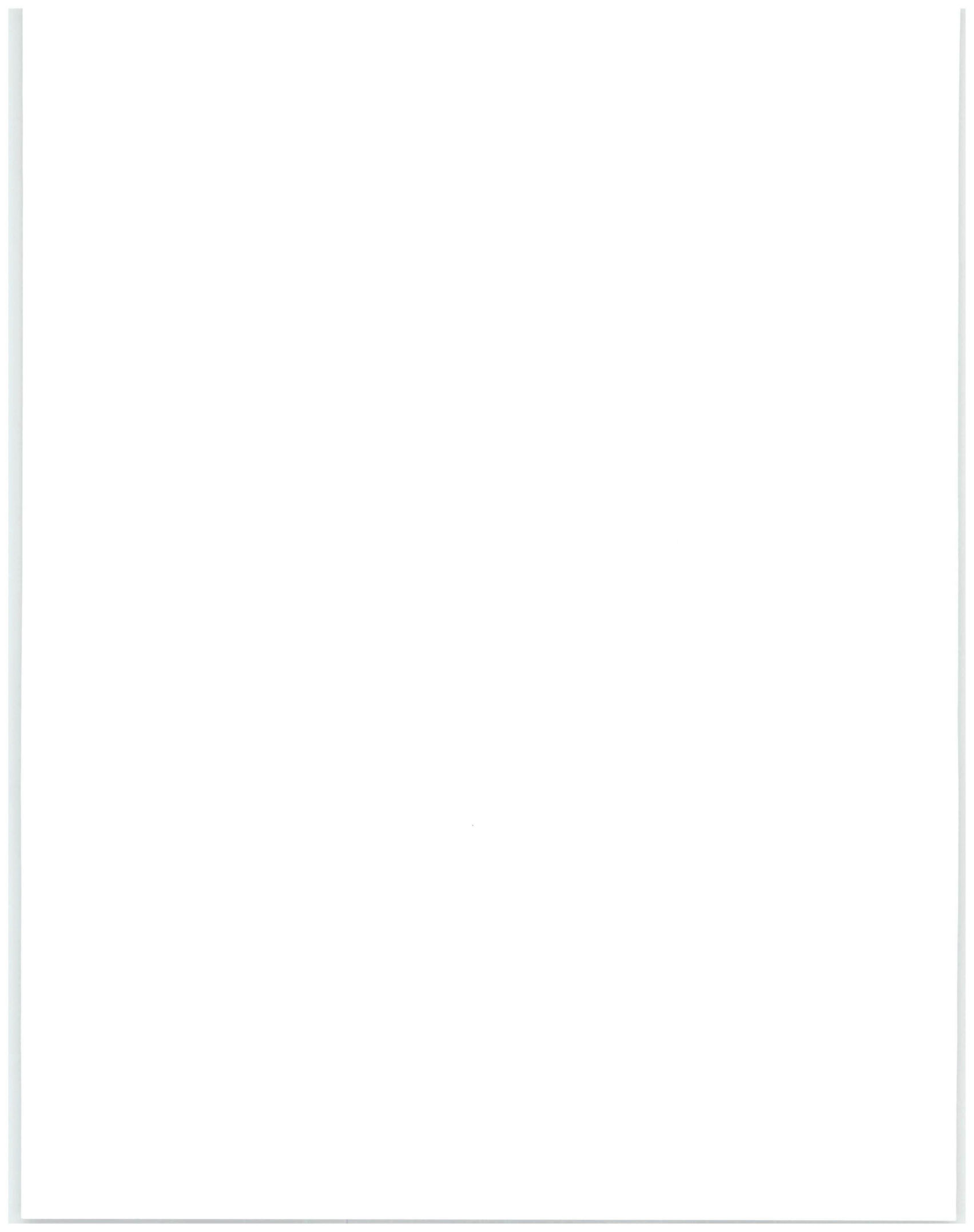
  
Nancy Ford

La présidente de la Commission,

  
Rita Dionne-Marsolais

Québec, le 20 septembre 2006

NF/DF





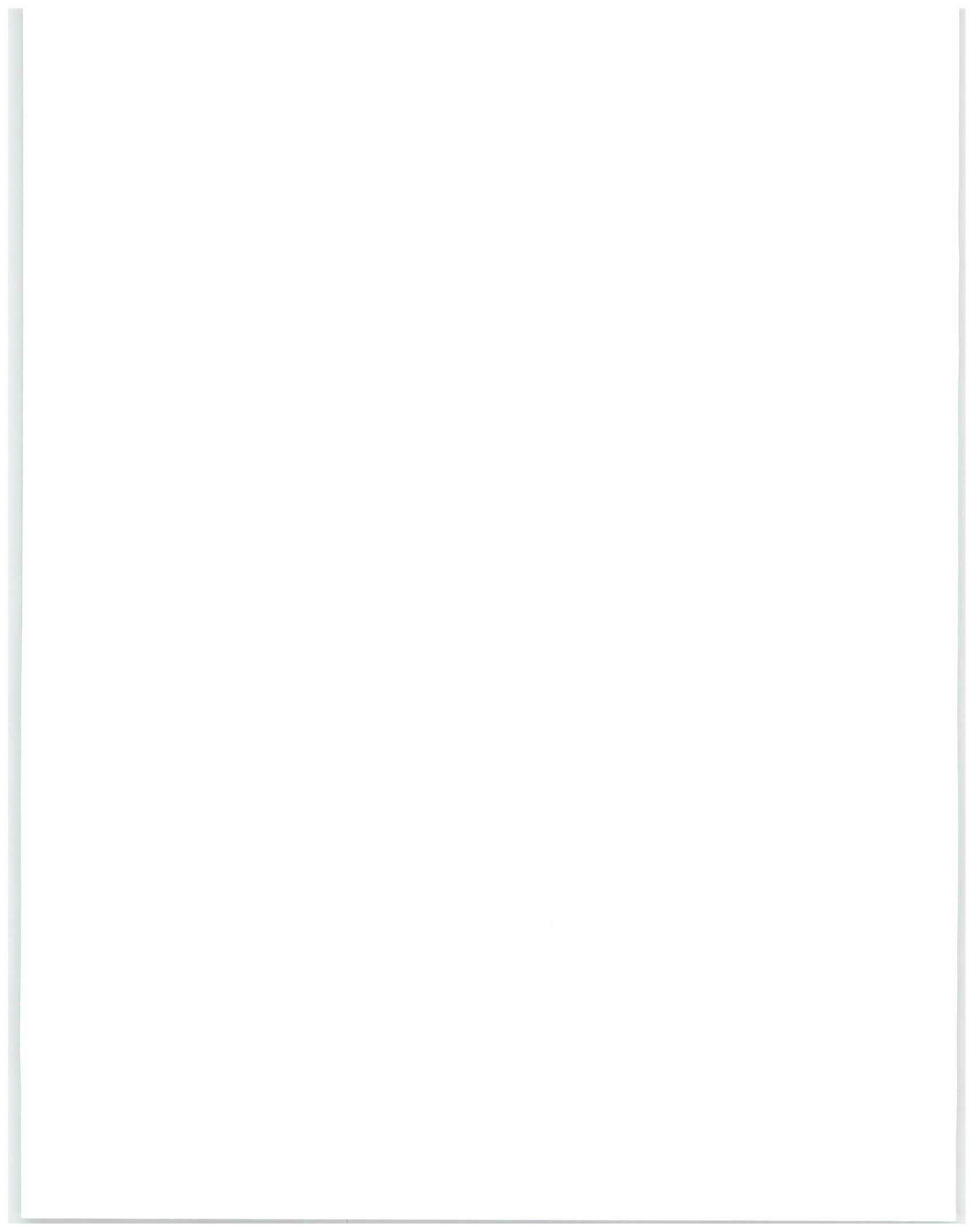
TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE - DEUXIÈME SESSION

Commission de l'administration publique

PROCÈS-VERBAL

Séance de travail du 5 septembre 2006

Vérification des engagements financiers des ministères



## PROCÈS-VERBAL

Commission de l'administration publique

Séance de travail du mardi 5 septembre 2006

Mandat : Vérification des engagements financiers des ministères

Membres présents :

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission

Mme Perreault (Chauveau), vice-présidente de la Commission

M. Bergeron (Verchères)

M. Bordeleau (Acadie)

Mme Gaudet (Maskinongé)

Mme Maltais (Taschereau)

M. Paquet (Laval-des-Rapides)

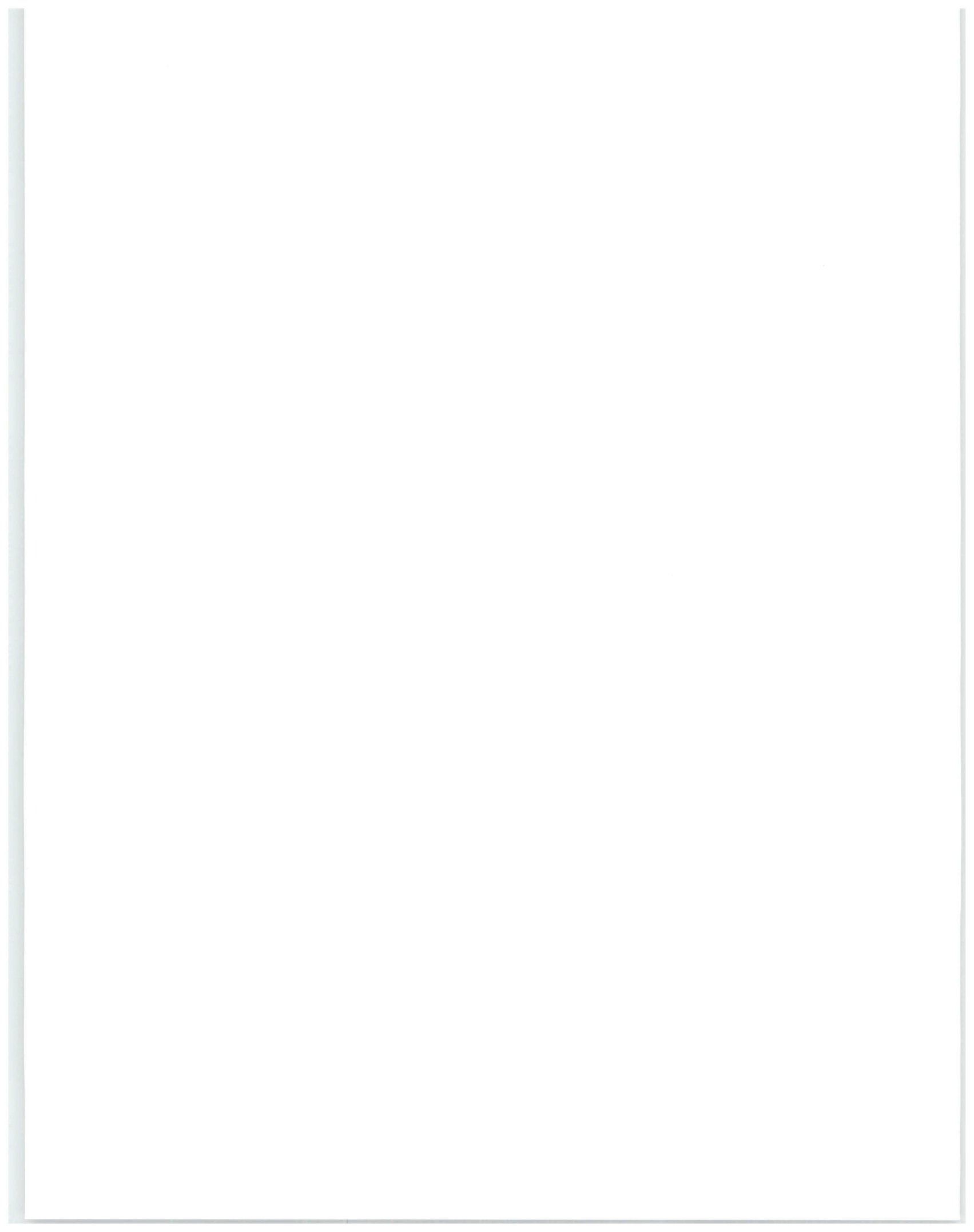
M. Paquin (Saint-Jean)

---

La Commission se réunit à 13 h 30 sous la présidence de Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission.

### VÉRIFICATION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS

Une discussion s'engage sur les listes d'engagements financiers transmises aux membres pour vérification.



Les engagements financiers suivants sont considérés comme vérifiés par les membres de la Commission :

**LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC**

*Mars 2006, avril 2006, mai 2006, juin 2006, juillet 2006 et août 2006.*

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**

***Secrétariat à l'action communautaire autonome***

*Juin 2006, juillet 2006, août 2006 et septembre 2006.*

***Emploi***

*Mars 2006, mai 2006, juin 2006, juillet 2006 et août 2006.*

***Fonds des technologies de l'information***

*Mars 2006.*

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

*Mai 2006, juillet 2006, août 2006 et septembre 2006.*

**MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES**

*Novembre 2002 (amendement), mars 2006, avril 2006, mai 2006, juin 2006, juillet 2006, août 2006 et septembre 2006.*

**MINISTÈRE DU REVENU**

*Mars 2006, avril 2006, mai 2006, juin 2006, juillet 2006, août 2006 et septembre 2006.*

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**

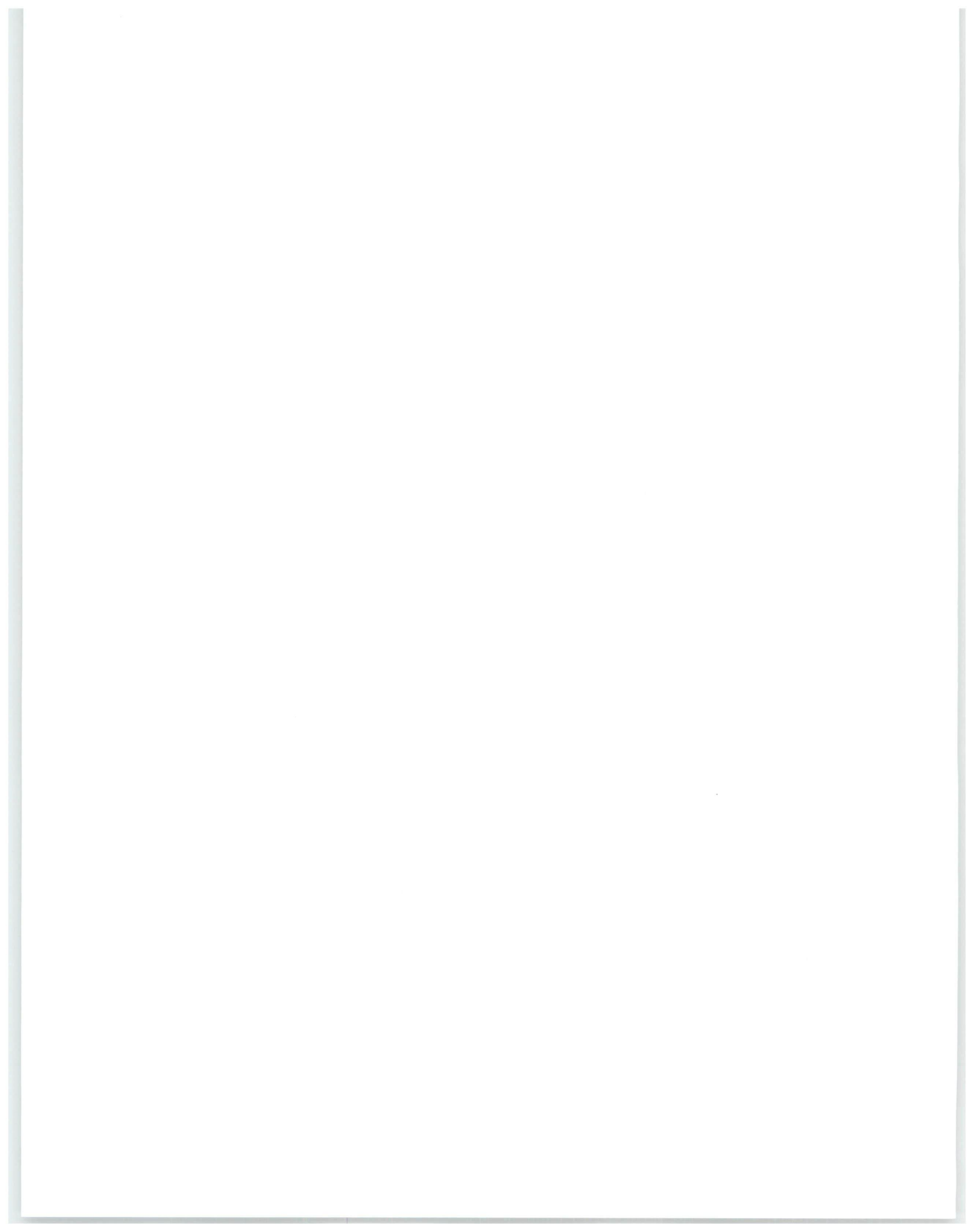
*Mars 2006, mai 2006, juillet 2006, août 2006, septembre 2006, mai 2006 (amendement) et juillet 2006 (amendement).*

***Office des personnes handicapées du Québec***

*Mai 2006, juin 2006, juillet 2006, août 2006 et septembre 2006.*

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

*Mars 2006, avril 2006, mai 2006, juillet 2006 et août 2006.*



**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

*Juillet 2005 (amendé), mars 2006, avril 2006, juillet 2006, août 2006, septembre 2006, mai 2005 (amendement).*

***Fonds consolidé pour l'amélioration du réseau routier***

*Janvier 2006 (amendé), juillet 2006, août 2006 et septembre 2006.*

***Fonds de gestion de l'équipement roulant***

*Juillet 2006, août 2006 et septembre 2006.*


**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

*Mai 2006 et juillet 2006*

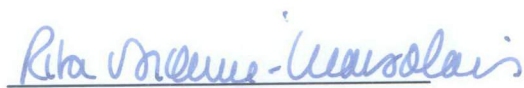
***Code 075, 278 et 292 : Avril 2006 (amendé) et août 2006.***

À 14 h 15, la Commission suspend ses travaux quelques minutes avant d'entreprendre un autre mandat.

La secrétaire de Commission,

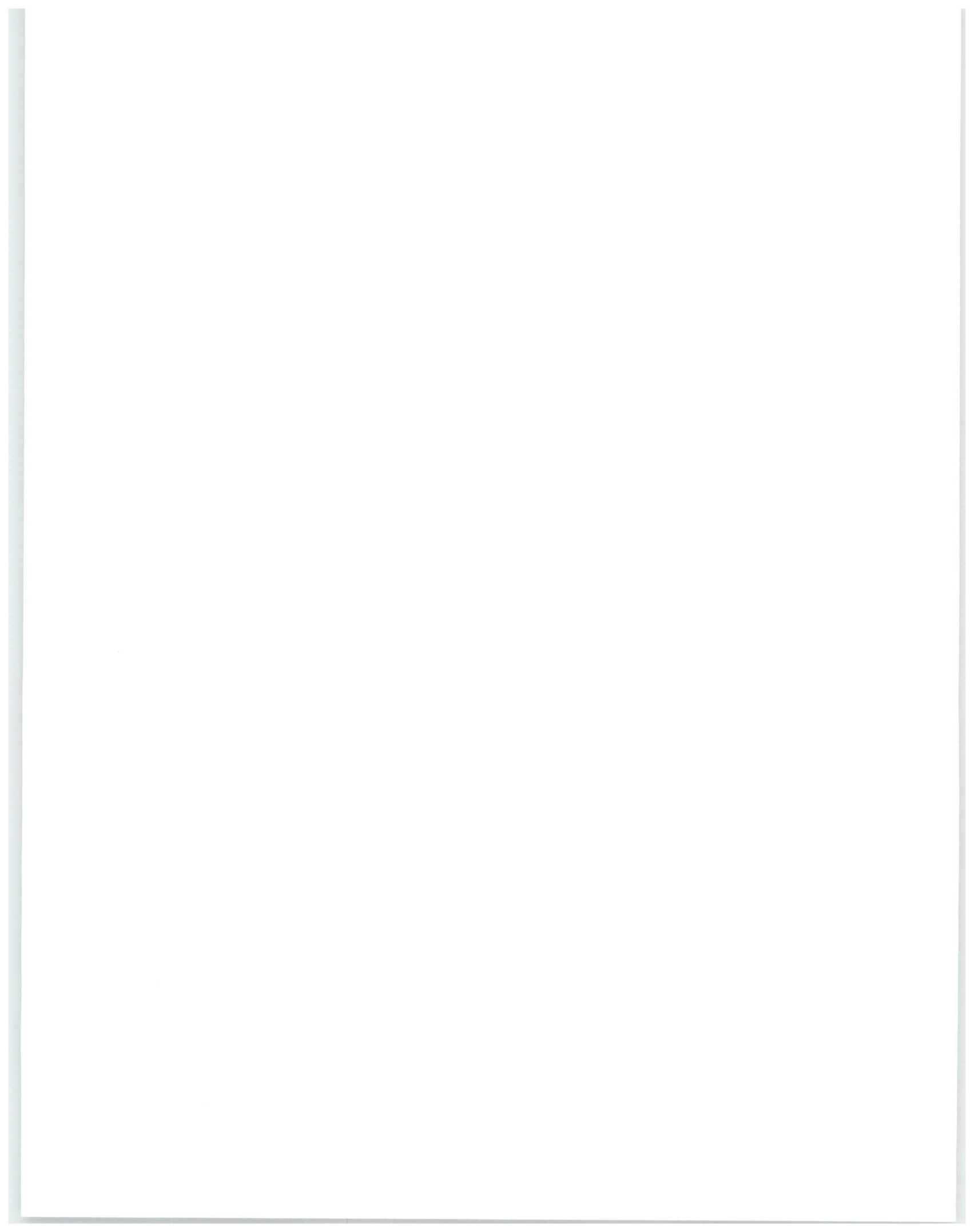
  
\_\_\_\_\_  
Nancy Ford

La présidente de la Commission,

  
\_\_\_\_\_  
Rita Dionne-Marsolais

Québec, le 20 septembre 2006

NF/DF





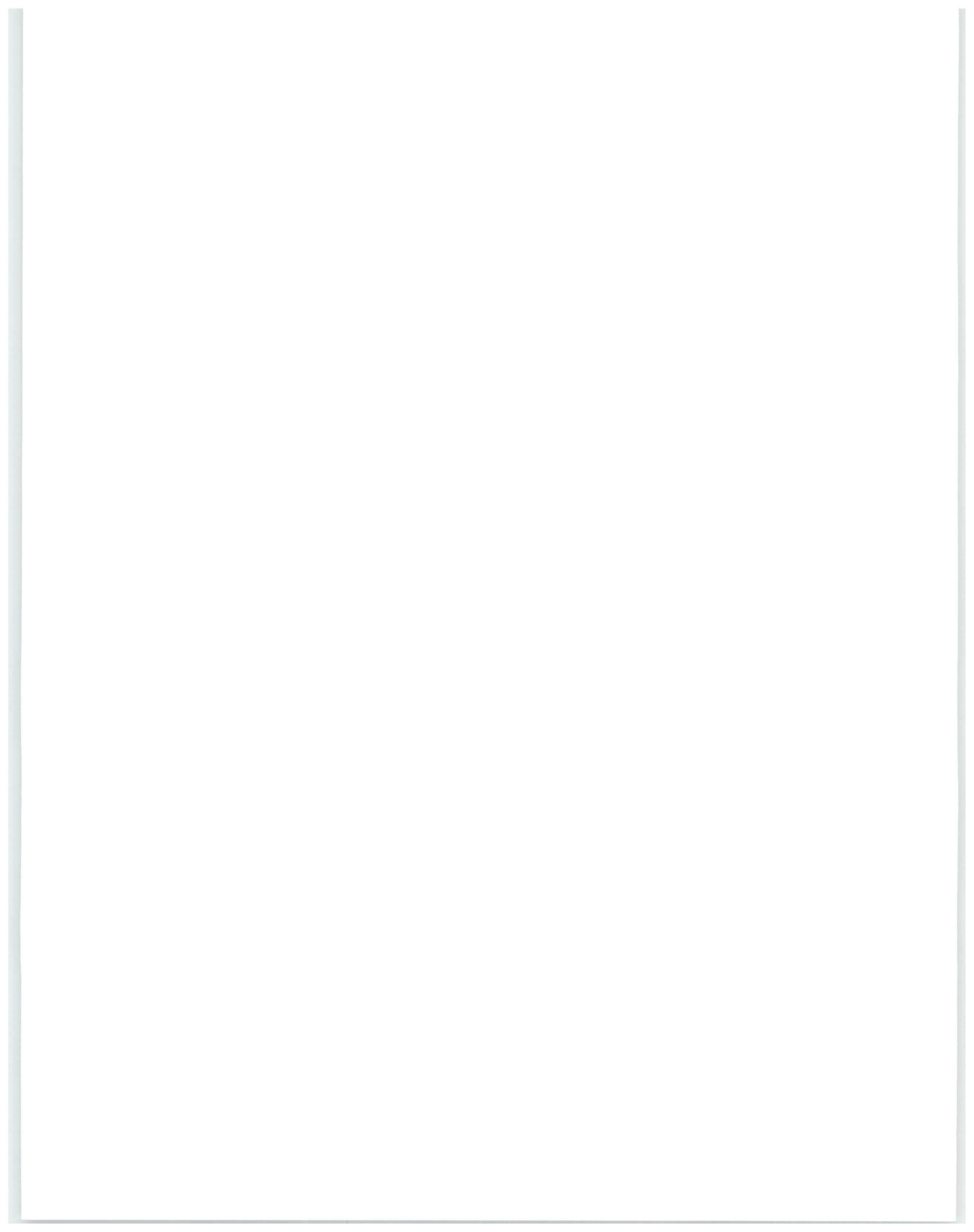
TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE - DEUXIÈME SESSION

Commission de l'administration publique

PROCÈS-VERBAL

Séance de travail du 26 septembre 2006

Détermination des conclusions et recommandations de la Commission  
à la suite de l'audition de la Curatrice publique  
concernant ses engagements financiers



## PROCÈS-VERBAL

Commission de l'administration publique

Séance de travail du mardi 26 septembre 2006

Mandat : Détermination des conclusions et recommandations de la Commission à la suite de l'audition de la Curatrice publique concernant ses engagements financiers

Membres présents :

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission

Mme Perreault (Chauveau), vice-présidente de la Commission

M. Bordeleau (Acadie)

M. Bergeron (Verchères)

Mme Maltais (Taschereau)

M. Rioux (Iberville)

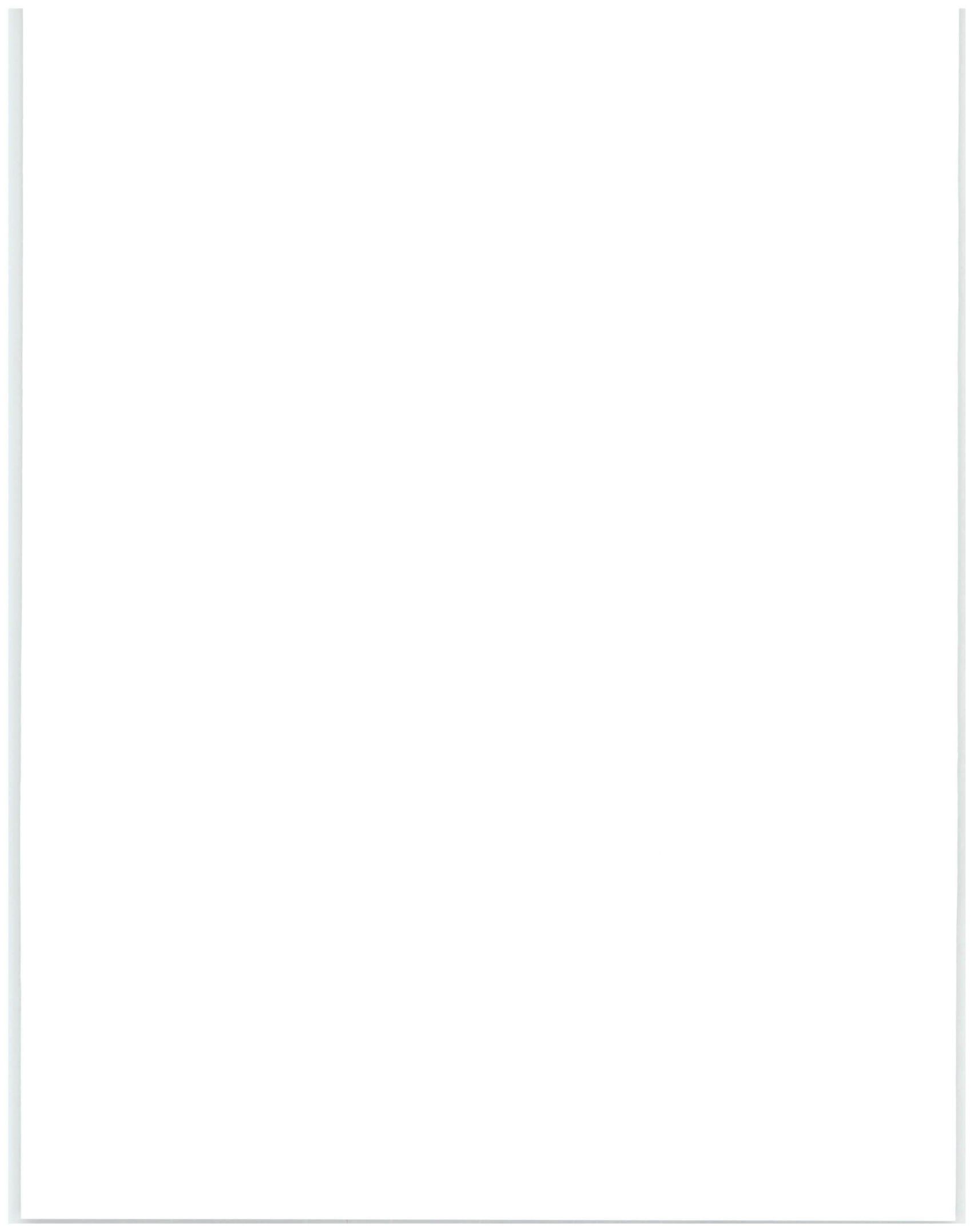
Mme Vermette (Marie-Victorin)

---

La Commission se réunit à 16 h 33 sous la présidence de Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission.

Une discussion s'engage entre les membres de la Commission.

Les membres de la Commission sont satisfaits de leur travail dans le cadre de ce dossier et reconnaissent la bonne foi et les efforts de l'organisme pour redresser une situation complexe et difficile.



Cependant, ils relèvent certaines lacunes, dont les suivantes :

- absence de rigueur dans la définition des besoins de l'organisme dans les documents d'appel d'offres;
- faille majeure au niveau de la gestion quant à la décision d'octroyer le contrat au seul soumissionnaire sans retourner en appel d'offres;
- imprudence à laisser les travaux débiter avant la signature du contrat;
- négligence quant au suivi.

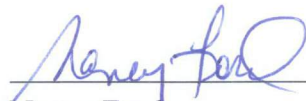
Pour la continuité, la Commission s'inquiète à savoir si les autorités ont tiré les leçons voulues de l'expérience. Elle se demande si elles sont mieux outillées aujourd'hui qu'elles ne l'étaient lors de l'appel d'offres pour définir leurs besoins.

La Commission suggère que le Secrétariat du Conseil du trésor soit consulté sur le processus employé dans le cas soulevé.


Il est convenu d'attendre la réception des documents demandés au cours de l'audition avant de considérer les engagements financiers du Curateur public comme vérifiés.

17 h 15, la Commission ajourne ses travaux sine die.

La secrétaire de la Commission,

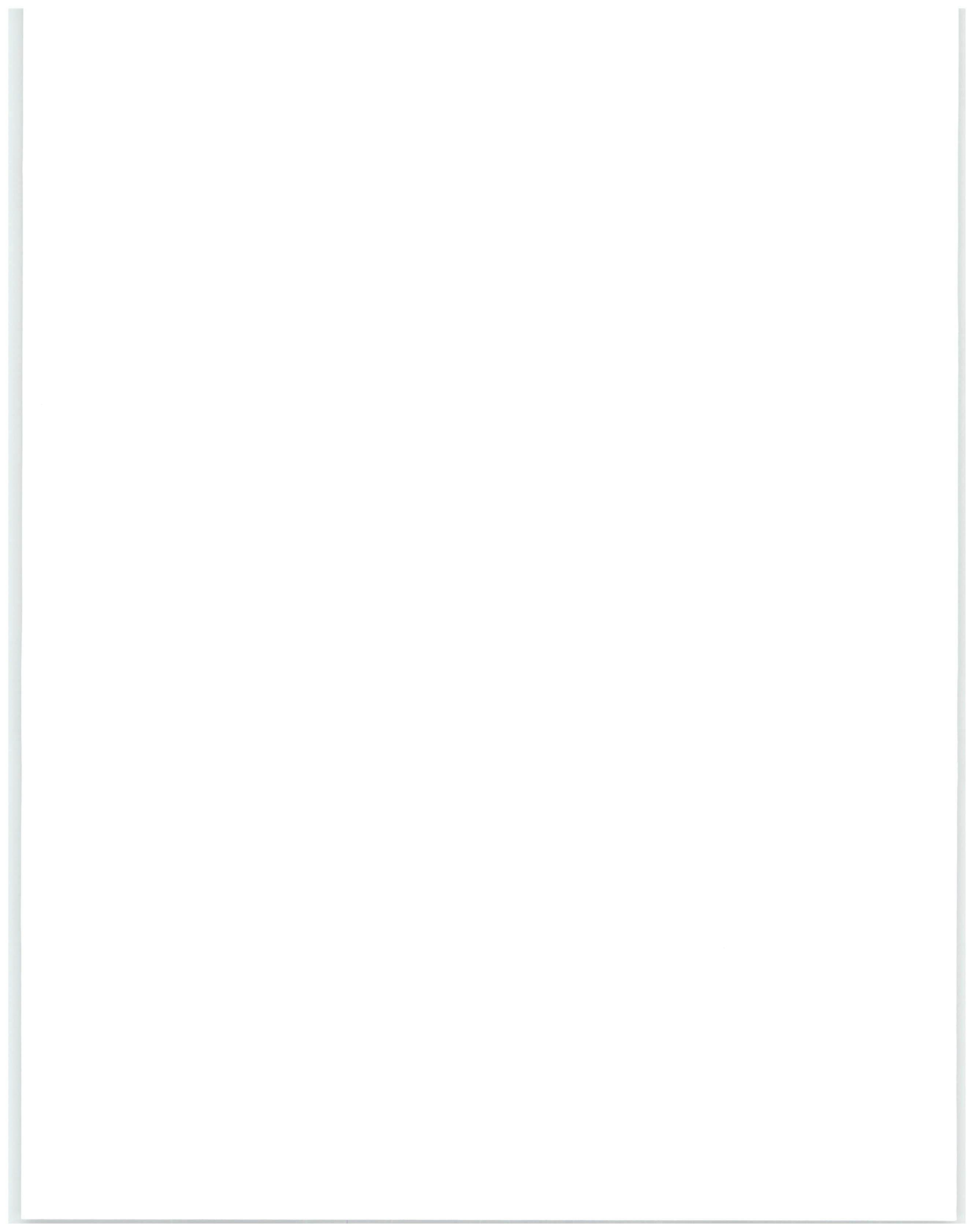
  
Nancy Ford

La présidente de la Commission,

  
Rita Dionne-Marsolais

Québec, le 27 septembre 2006

NF/df





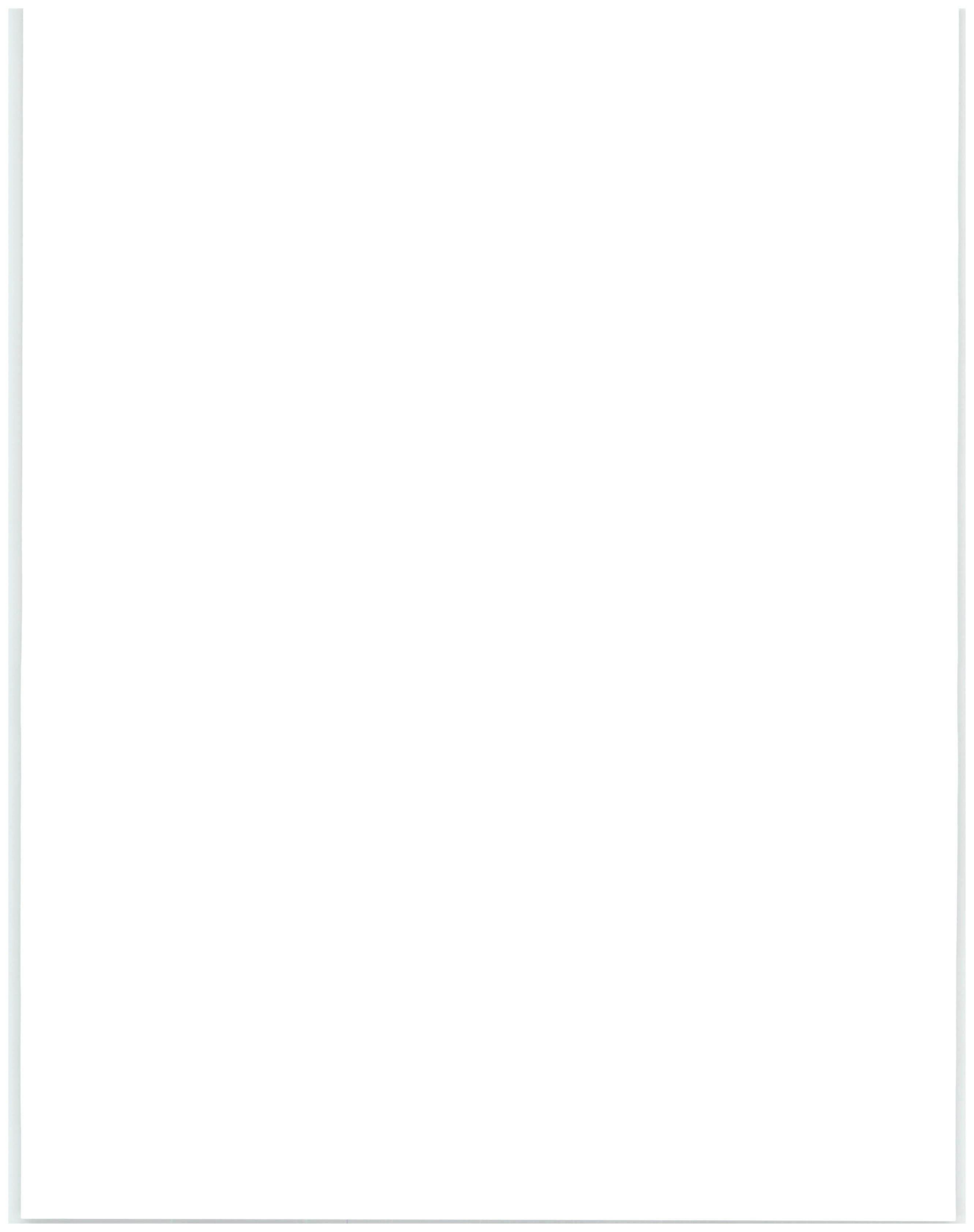
TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE - DEUXIÈME SESSION

Commission de l'administration publique

PROCÈS-VERBAL

Séance de travail du 8 novembre 2006

Vérification des engagements financiers des ministères



## PROCÈS-VERBAL

Commission de l'administration publique

Séance de travail du mercredi 8 novembre 2006

Mandat : Vérification des engagements financiers des ministères

Membres présents :

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission

Mme Perreault (Chauveau), vice-présidente de la Commission

M. Bordeleau (Acadie)

Mme Gaudet (Maskinongé)

M. Lemay (Sainte-Marie-Saint-Jacques)

Mme Maltais (Taschereau)

M. Paquet (Laval-des-Rapides)

M. Rioux (Iberville)

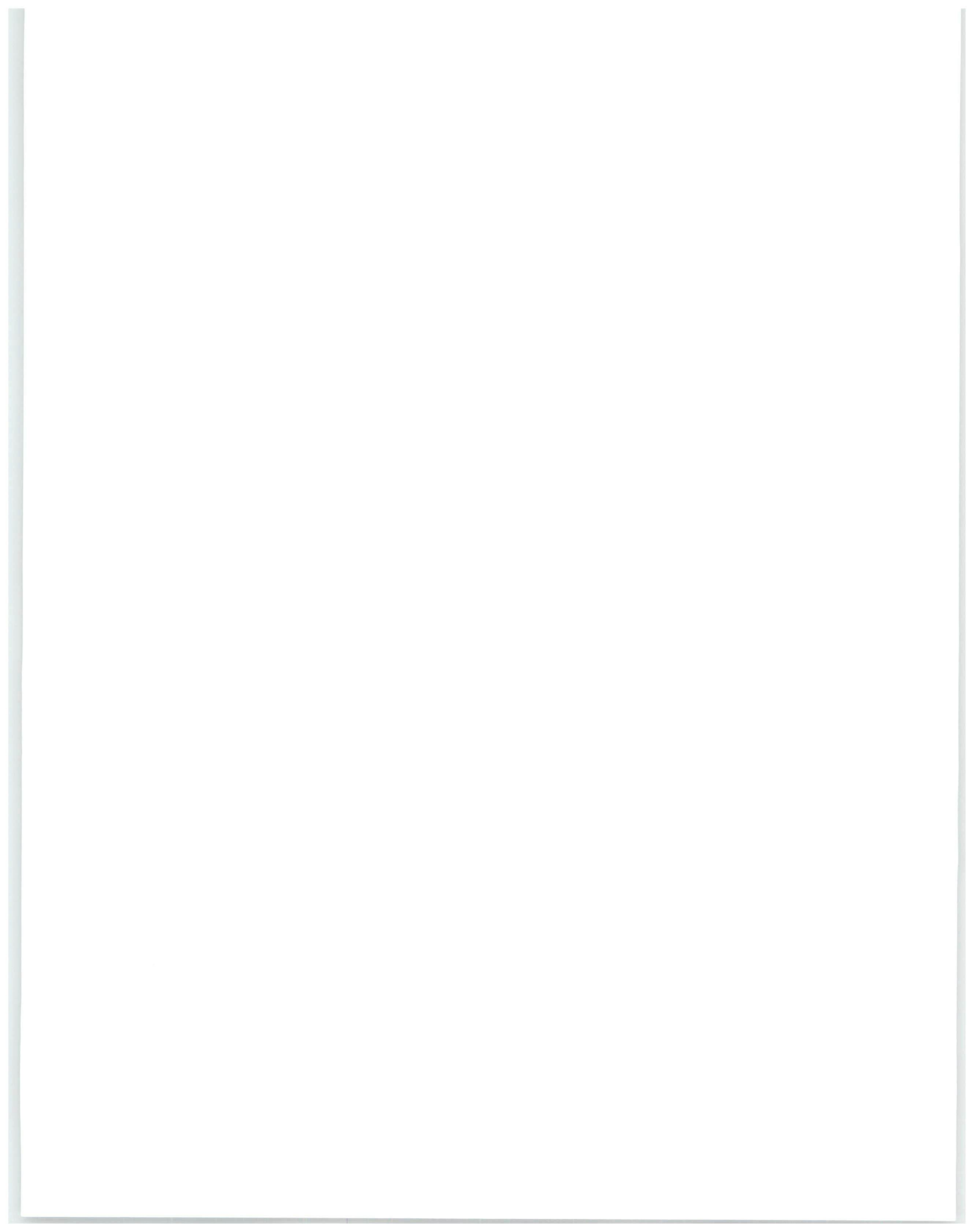
Mme Vermette (Marie-Victorin)

---

La Commission se réunit à 15 h 44 sous la présidence de Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

Mme la présidente rappelle l'objet de la séance.



## VÉRIFICATION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS

Une discussion s'engage sur les réponses aux questions transmises aux ministères lors de la dernière séance de vérification d'engagements financiers par la Commission, de même que sur les listes d'engagements financiers transmises aux membres pour vérification.

Les engagements financiers suivants sont considérés comme vérifiés par les membres de la Commission :

### **MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

*Janvier 2006, avril 2006 et juillet 2006.*

#### ***La Régie du logement***

*Juin 2006, juillet 2006, août 2006 et septembre 2006.*

### **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION**

*Mai 2006, juillet 2006 et septembre 2006.*

#### ***Commission de la protection du territoire agricole du Québec***

*Juillet 2006, août 2006 et septembre 2006.*

### **CONSEIL DU TRÉSOR**

*Juillet 2006.*

### **MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

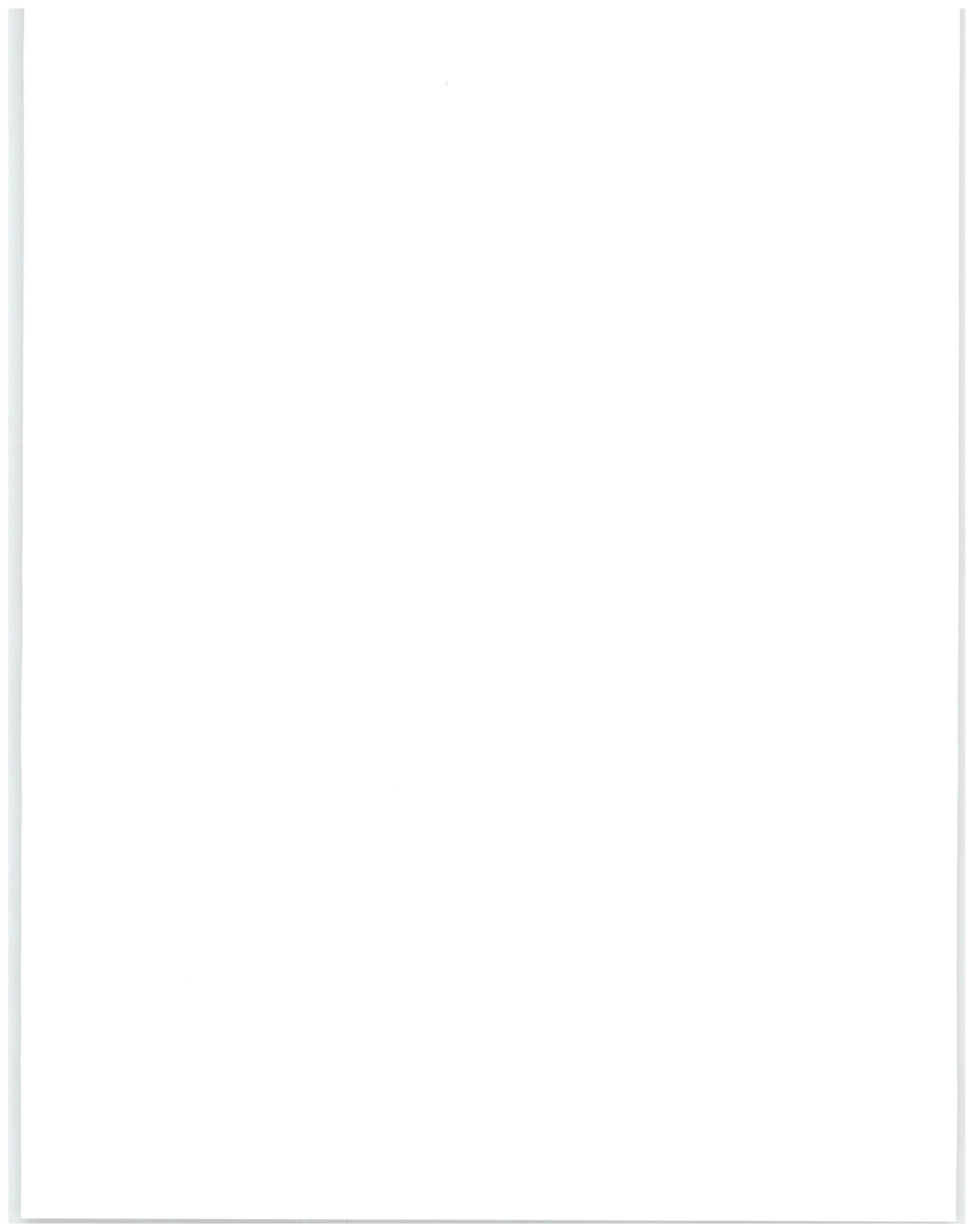
*Août 2005, février 2006, mars 2006, janvier 2006 (amendement), mai 2006 et juillet 2006.*

### **MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

*Février 2006, mai 2005 (amendé), mars 2006, avril 2006, mai 2006, juin 2006 et mai 2005 (amendé).*

#### ***Conseil supérieur de la langue française***

*Avril 2006.*



***Secrétariat à la politique linguistique***

*Mars 2006 et juin 2006.*

***Office québécois de la langue française***

*Mars 2006.*

**LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC**

*Août 2005, novembre 2005, décembre 2005 et janvier 2006.*

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS**

*Octobre 2005 (amendé), avril 2006, mai 2006 et juin 2006.*

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION**

*Mars 2006, avril 2006 et juillet 2006.*

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU SPORT ET DU LOISIR**

*Mars 2006 et juillet 2006.*

**MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DES AÎNÉS ET DE LA CONDITION FÉMININE**

*Avril 2005 à octobre 2005, décembre 2005, janvier 2006 à mars 2006 et juillet 2006.*

***Conseil du statut de la femme***

*Juin 2006, juillet 2006 et août 2006.*

**MINISTÈRE DES FINANCES**

*Mars 2006.*

**MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

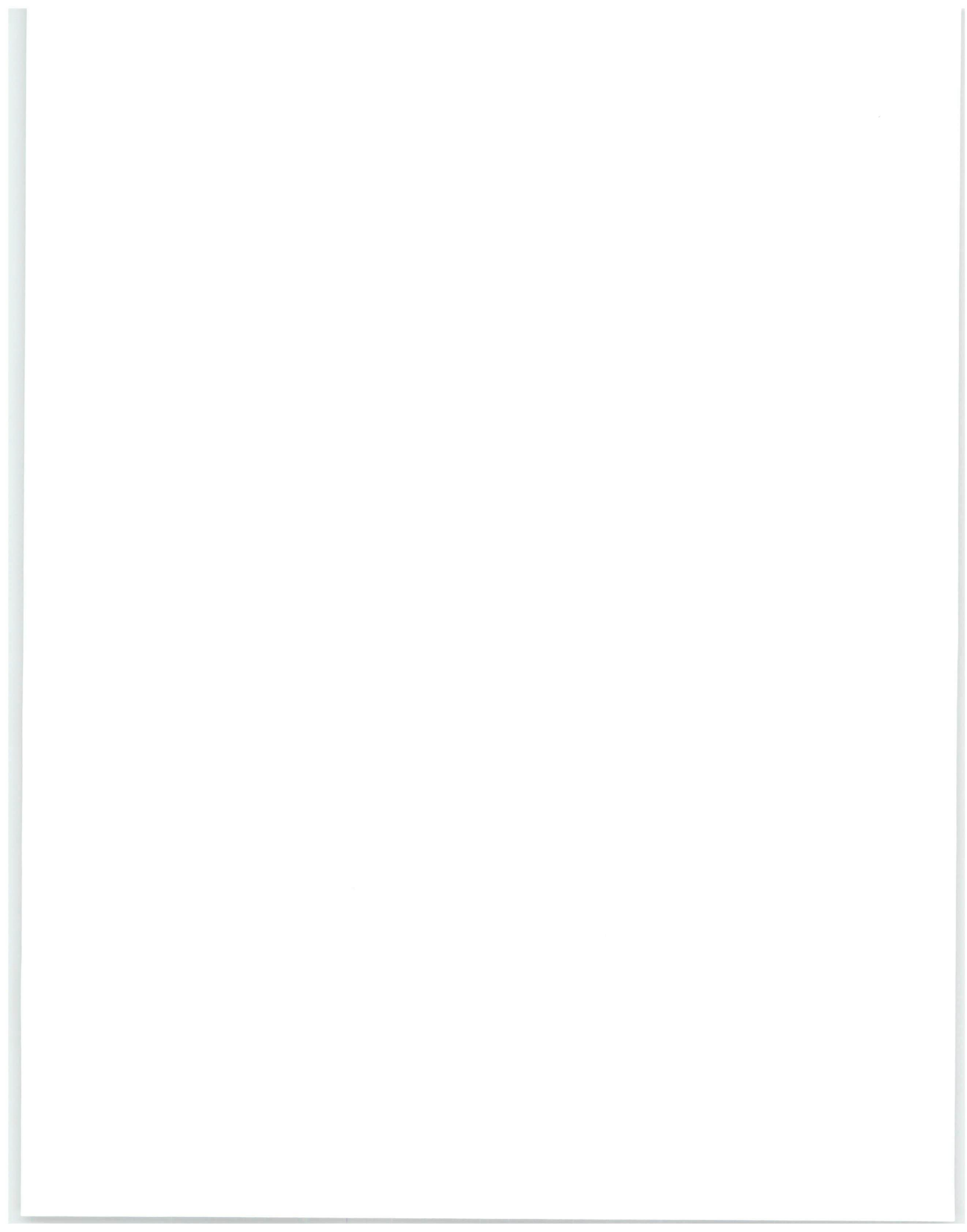
*Avril 2006, mai 2006, juin 2006, juillet 2006 et mars 2006 (amendements).*

**PROTECTEUR DU CITOYEN**

*Janvier-février-mars 2006.*

*Avril-mai-juin 2006.*

*Juillet-août-septembre 2006.*



## **MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**

*Juin 2006, septembre 2005 (amendement 802), février 2006 (amendement 802), juillet 2006, mars 2006 (amendement 802), mars 2006 (amendement 802), avril 2006 (amendement 600) et octobre 2003 (amendement ajout 313).*

## **MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

*Avril 2005 à mars 2006.*

## **MINISTÈRE DU TOURISME**

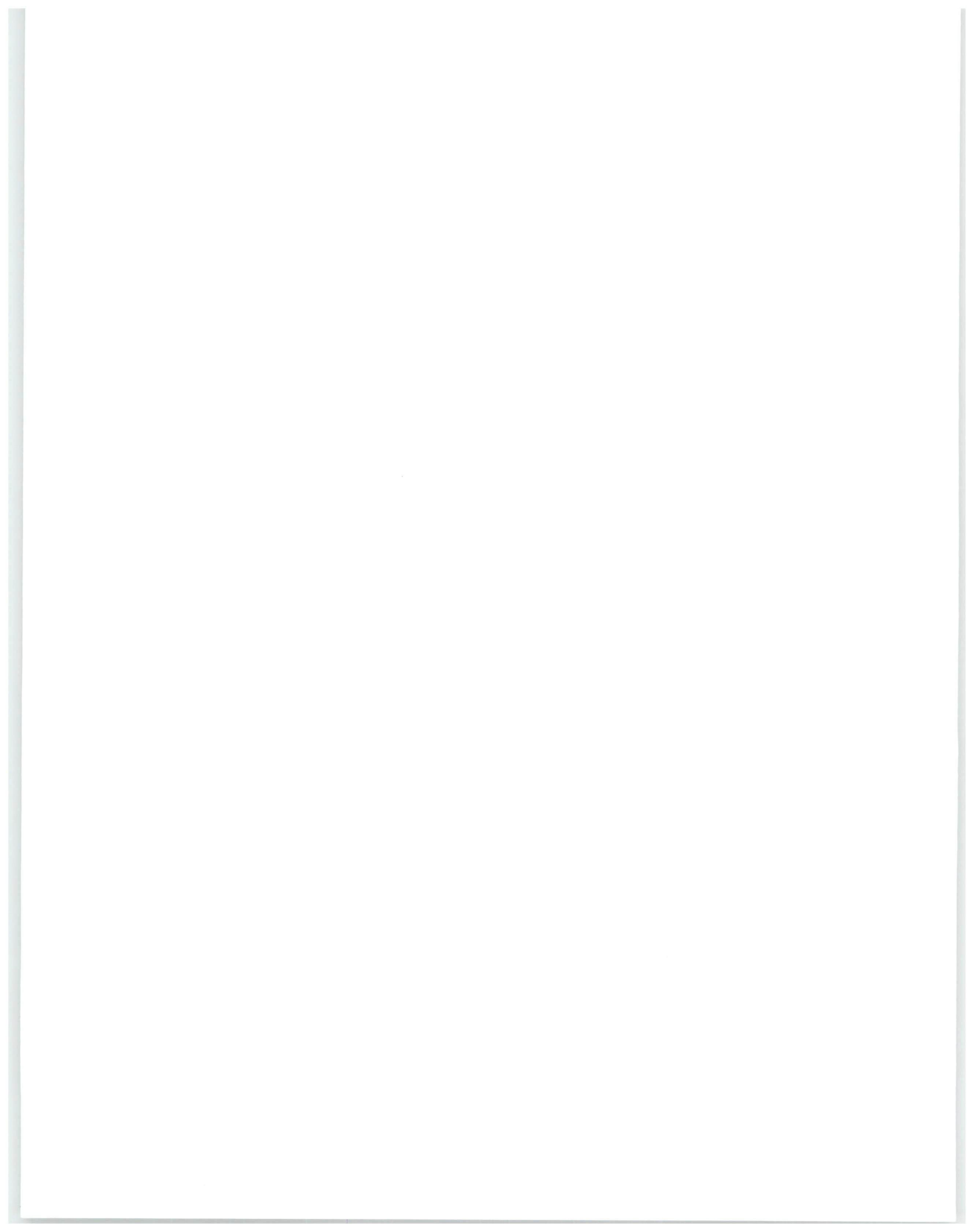
*Code 814 décembre 2005, janvier 2006, mars 2006, avril 2006, mai 2006, juillet 2006 et août 2006.*

### **CONCLUSIONS À LA SUITE DE L'AUDITION DE LA CURATRICE PUBLIQUE CONCERNANT SES ENGAGEMENTS FINANCIERS**

La secrétaire de la Commission rappelle les principales observations notées lors de la séance de travail du 26 septembre 2006, qui a suivi l'audition de la Curatrice publique concernant ses engagements financiers.

Les membres de la Commission concluent que, dans un contrat informatique de cette envergure (8 millions de dollars), le processus qui a conduit à son octroi contient des lacunes majeures, en particulier quant aux éléments suivants : la définition des besoins de l'organisme dans les documents d'appel d'offres, la décision d'octroyer le contrat au seul soumissionnaire sans retourner en appel d'offres et l'amorce des travaux avant la signature du contrat, de même que négligence quant au suivi.

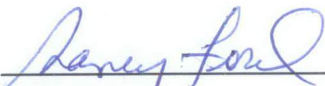
En conséquence, la Commission demande au Secrétariat du Conseil du trésor de se pencher sur ce cas dans une perspective d'apporter des correctifs aux règlements et directives concernant l'octroi de contrats d'approvisionnement et de services dans les ministères et les organismes publics, afin qu'une situation semblable ne se reproduise plus, et fasse part de ses observations à la Commission dans les meilleurs délais. À ce sujet, une rencontre avec les représentants du Secrétariat est envisagée en début de 2007.




Sur motion de Mme la présidente, la Commission considère comme vérifiés les engagements financiers du Curateur public du Québec contenus dans les listes des mois d'août, novembre et décembre 2005, de même que janvier 2006.

À 18 h 05, la Commission ajourne ses travaux sine die.

La secrétaire de Commission,

  
\_\_\_\_\_  
Nancy Ford

La présidente de la Commission,

  
\_\_\_\_\_  
Rita Dionne-Marsolais

Québec, le 28 novembre 2006

NF/DF

